

N° 91
DECEMBRE 1998
ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C. E. R. M. T. R. I.**

**LA REVOLUTION ALLEMANDE
1918 - 1919**

Documents et témoignages

*Centre d'Etudes et de Recherches
Sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

LA REVOLUTION ALLEMANDE
1918-1919
Documents et Témoignages

SOMMAIRE

Présentation.....	3
Chronologie.....	5
Karl Liebknecht proclame la république socialiste (9 novembre 1918) Extrait.....	7
Lettre de Karl Radek au Comité Central du Parti Communiste Allemand (9 janvier 1919).....	9
Rosa Luxemburg : L'Achéron s'est mis en mouvement.....	11
Léon Trotsky : Une Révolution qui traîne en longueur	13
Extraits du livre « La Révolution Allemande » de E.O. Volkman (9 novembre 1918 – 17 mars 1919).....	17
Extraits du livre « La Révolution Allemande » de Paul Gentizon, Correspondant du « Temps » (novembre 1918 – janvier 1919).....	29
Spartacus et la Commune de Berlin (extraits de la brochure de A. et D. Prudhommeaux).....	45
- 2ème séance du congrès de la Ligue Spartacus	
- Rosa Luxemburg, discours sur le programme	
Extraits du livre de Paul Frölich : « Rosa Luxemburg ».....	67
Notes biographiques.....	75
Indications bibliographiques.....	79

4. Extraausgabe

Sonnabend, den 9. November 1918.

Vorwärts

Berliner Volksblatt.

Zentralorgan der sozialdemokratischen Partei Deutschlands.

Goldaten!

Rehrt ruhig in die Kasernen zurück.
Ohne Ordnung keine Sicherung der Volks-
ernährung!

Leset morgen den „Vorwärts“, wo Euch
weitere Mitteilungen bekanntgegeben
werden!

Die neue Regierung.

9 - 11 - 1918 : « VORWÄRTS », organe central du Parti Social-Démocrate.

Soldats : Rentrez tranquillement dans vos casernes. Sans ordre on ne peut assurer le ravitaillement de la population. Lisez le « VORWÄRTS » demain vous y trouverez d'autres renseignements.

Le nouveau gouvernement.

Présentation

Ce mois de novembre 1998 a marqué le 80° anniversaire de la fin de la première guerre mondiale. Alors que s'achève le 20° siècle on a officiellement tenu à donner une solennité particulière à la commémoration du 80° anniversaire du 11 novembre 1918. « Fête de la victoire » assure-t-on, ou « Fête de la Paix », en occultant le fait que la « paix » signée entre les différents gouvernements qui avaient présidé au massacre généralisé pendant quatre ans se fit sur la base de l'hostilité commune à la révolution. « Paix » fondée sur le déni du droit des peuples et préparant de nouvelles catastrophes...

Ce numéro 91 des « Cahiers du CERMTRI » est consacré à « La Révolution Allemande 1918-1919 ». Il nous a paru en effet utile d'ainsi commémorer, 80 ans après l'événement, ce 9 novembre 1918 où, du haut du balcon impérial, Karl Liebknecht proclama « la république socialiste allemande ». Un 9 novembre où, à Berlin « les autorités constituées » n'ont plus d'autorité. L'Empereur abdique et s'enfuit. Les ouvriers armés tiennent la rue...

Le 9 novembre 1918 s'inscrit dans une situation mondiale avant tout marquée par la révolution russe victorieuse un an auparavant. En Allemagne, cette journée révolutionnaire ne surgit pas soudainement : elle se relie à une montée révolutionnaire contre la guerre et contre le pouvoir impérial. Au mois de janvier des grèves ont éclaté dans les usines de munitions de Berlin. Au début du mois d'octobre, un nouveau gouvernement de coalition a été constitué, intégrant le parti social-démocrate. Mais le 30 octobre commence la révolte des marins qui gagne toute la flotte. Des conseils ouvriers se forment dans tout le pays.

Le 9 novembre 1918, en hâte, on appelle le dirigeant social-démocrate Ebert à former un nouveau gouvernement. Le Kaiser abdique. La situation est telle que, en référence directe à la révolution russe et en réponse aux aspirations grandissantes des masses, les ministres du gouvernement provisoire s'intitulent « commissaires du peuple ». Ces « commissaires » (trois « majoritaires » et trois « indépendants ») proclament que « le pouvoir politique est entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats qui seront ultérieurement convoqués à une assemblée représentant l'ensemble du Reich ». (*)

La révolution allemande a commencé. Pourtant quelques mois plus tard cette première phase de la révolution allemande aura été liquidée dans le sang ; l'avant-garde qui se regroupait dans le cours même du combat décimée. Le P.C. allemand qui s'est constitué en décembre 1918 est décapité par l'assassinat de ses deux principaux dirigeants Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Cela ne signifie pas l'écrasement de la classe ouvrière allemande qui, un an plus tard fera échec à un putsch militaire par la grève générale.

Mais cette tragédie a eu d'immenses conséquences, d'abord pour les phases suivantes de la lutte des classes en Allemagne, pour l'avenir de la révolution russe et a pesé sur toute l'histoire de ce siècle.

Les documents et témoignages publiés dans ce numéro des « Cahiers » sont constitués de textes, parfois « classiques » mais qu'il est aujourd'hui extrêmement difficile de se procurer, et d'autres moins connus mais qui réunis aident à éclairer cette période cruciale de novembre-décembre 1918.

On y trouve d'une part l'expression des positions politiques et d'une élaboration menée dans le feu même de l'action par ceux, que leur combat contre la guerre, place aux premiers rangs de l'explosion révolutionnaire de 1918.

Outre le discours de Karl Liebknecht auquel il a déjà été fait référence, on trouvera dans ce « Cahier » l'article du 27 novembre 1918 de Rosa Luxembourg « L'Achéron s'est mis en mouvement » ainsi que de larges extraits de la brochure préparée par A. et D. Prudhommeaux « Spartacus et la Commune de Berlin ».

La partie centrale de cette brochure est constituée par les travaux du congrès de fondation du parti communiste allemand (fin décembre 1918- début 1919), congrès qui ne se tint qu'après que l'assaut contre-révolutionnaire combiné de l'état-major et du gouvernement Ebert ait commencé, car le groupe Spartacus est resté pendant un temps au sein de l'organisation des Indépendants.

On trouvera dans ces extraits le compte-rendu de la discussion par ce congrès de la question de la participation ou non à l'Assemblée Constituante. Les principaux responsables de ce parti, Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Paul Levi se prononcent pour la participation comme un moyen d'agir pour conquérir, au sein de la classe ouvrière, la majorité. Ils seront malgré tout battus.

Les questions essentielles qui se trouvent à l'arrière-plan de ce débat qui n'est nullement un simple débat tactique, on les trouve dans le grand discours que prononce Rosa Luxembourg sur le programme du parti. Il s'agit d'une analyse du développement de la lutte sociale et politique en Allemagne procédant d'une appréciation des développements mondiaux, d'une caractérisation de la phase dans laquelle se trouve l'impérialisme et du point atteint, dans son mouvement et dans sa conscience, par la classe ouvrière allemande.

Ce « Cahier » reproduit aussi la lettre de Karl Radek au Parti communiste allemand (9 janvier 1919) et l'article de Léon Trotsky « Une révolution qui traîne en longueur » qui montrent tous deux combien le Parti Bolchévique, tout en donnant clairement sa position, ne s'érigait point en donneur de leçons, mais cherchait à lier les enseignements de la Révolution Russe aux développements en Allemagne sans les identifier.

Ce « Cahier » publie d'autres documents, notamment des extraits du livre de O.E. Volkmann (paru en français, chez Plon, en 1933), en choisissant dans cet ouvrage des passages qui restituent, d'une manière vivante certains des grands moments de la révolution allemande.

Enfin, il a été reproduit le chapitre du livre du journaliste français Paul Gentizon (correspondant du « Temps » dont Trotsky disait qu'il était la « bourgeoisie faite journal ») consacré aux journées révolutionnaires de Munich.

C'est en quelque sorte la révolution vue en « négatif » par un observateur pour qui elle apparaît comme une aberration. Mais qui par là même en reconnaît le caractère profond. : on remarquera tout particulièrement l'ébahissement de Gentizon devant des ouvriers et des soldats allemands, après quatre ans de « grande guerre » contre « l'ennemi héréditaire », chantant « La Marseillaise » qui pour eux reste le chant de la révolution.

(*) *Les opposants, des « modérés » aux « radicaux », avaient été exclus du parti social-démocrate en mars 1917 et constituaient depuis le Parti Social-Démocrate Indépendant (U.S.P.D.) dans le cadre duquel agissaient les militants « spartakistes ».*

CHRONOLOGIE SOMMAIRE DE LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

1914

- 4 août :**
Vote des crédits militaires par la S.P.D. (Parti social-démocrate allemand). Réunion chez Rosa Luxembourg, avec F. Mehring, Karski, etc.
- 2 décembre :**
Karl Liebknecht vote contre les crédits au Reichstag.

1915

- 7 février :**
Karl Liebknecht est mobilisé.
- Février :**
Rosa Luxembourg est emprisonnée, sera libérée en janvier 1916.
- Avril :**
Premier numéro de L'Internationale.
- 1^{er} mai :**
Manifestation à la Potsdamer Platz (Berlin), à l'appel de Karl Liebknecht ; arrestation de K. Liebknecht.
- Septembre :**
Conférence internationale de Zimmerwald.
Une fraction du groupe parlementaire social-démocrate vote contre les crédits de guerre (ils formeront en 1917 le Parti social-démocrate indépendant).

1916

- Mars :**
Constitution d'une organisation unifiée de la jeunesse à Berlin.
- 23 juin :**
Condamnation de Karl Liebknecht, manifestation de protestation des métallos de Berlin, id. à Stuttgart, Brunswick, Brême, etc.
- 7 juillet :**
Grèves dans la Ruhr.
- 10 juillet :**
Arrestation de Rosa Luxembourg, qui ne sera libérée qu'après le 9 novembre 1918.
- 29 septembre :**
Début de la parution des Spartakusbriefe.

1917

- Février :**
Révolution russe de Février.
- 3 avril :**
Constitution de l'U.S.P.D. (parti social-démocrate indépendant).
- Avril :**
Grèves de masse à Leipzig et Berlin.
Constitution spontanée de l'organisation révolutionnaire des marins.

- 25 juillet :**
Constitution d'une direction centrale, la Flottenzentrale.
- 26 août :**
Jugement du conseil de guerre : 5 condamnations à mort.
- 5 septembre :**
Reichpietsch et Köbis sont passés par les armes.
- 7 novembre :**
Révolution russe d'Octobre.

1918

- Janvier :**
Grèves d'Autriche-Hongrie, parties des usines de munitions de Csepel (Budapest).
Grève générale à Berlin (usines de munitions).
- 1^{er} octobre :**
Appel de Spartakus à la formation de Conseils.
- 3 octobre :**
Gouvernement Max de Bade avec des ministres socialistes.
- 30 octobre :**
Mutinerie des marins en rade de Chillig.
- 3 novembre :**
Mutinerie des marins de Kiel.
- 6 au 8 novembre :**
Révolution et formation de Conseils dans tout le pays.
- 9 novembre :**
Révolution à Berlin. Ebert remplace Max de Bade.
Abdication de Guillaume II.
- 10 novembre :**
Election du Comité exécutif des Conseils de Berlin, qui reconnaît le gouvernement des six Commissaires du peuple. Un groupe spartakiste s'empare du Lokalanzeiger, puis doit le restituer.
- 18 novembre :**
La Rote Fahne, qui n'a pas paru du 11 au 18 novembre 1918, peut enfin reparaitre.
- Fin novembre :**
Grèves économiques salvées par Rosa Luxembourg.
- 1^{er} décembre :**
Congrès des conseils de soldats du front, à Ems : échec du quartier général, le congrès décide d'envoyer ses représentants au Conseil exécutif.
- 6 décembre :**
Tentative militaire contre le Comité exécutif. La police tire sur une manifestation spartakiste.
- 14 décembre :**
Appel du gouvernement pour la formation de Corps Francs. Appel de Spartakus pour la formation d'un Parti Communiste.
- 15 décembre :**
Assemblée des Indépendants du Grand Berlin repousse la motion Rosa Luxembourg pour la convocation du congrès du Parti indépendant.

- 16-21 décembre :
Congrès des Conseils d'Ouvriers et de Soldats d'Allemagne : décide l'élection d'une Constituante.
- 22 décembre :
Réunion des « hommes de confiance » ; elle se prononce pour la convocation d'un congrès extraordinaire de l'U.S.P.D.
- 23 décembre :
Congrès des « Internationale Kommunisten Deutschlands » (les radicaux de Brême) : décident de rejoindre Spartakus qui a rompu avec les indépendants.
- 23-25 décembre :
La « Noël sanglante » : action des matelots contre le gouvernement. Intervention de l'armée.
- 29 décembre :
Les Indépendants quittent le gouvernement ; Noske y entre.
- 29 décembre-1^{er} janvier 1919 :
Congrès de fondation du P.C. allemand.

1919

- 4 janvier :
Révocation d'Eichhorn.
- 5-6 janvier :
Manifestation de masse à Berlin.
- 6-10 janvier :
République des conseils à Brême, dirigée par les indépendants et les communistes.
- 8-14 janvier :
Intervention des Corps francs à Berlin.
- 9 janvier :
Manifestation réprimée à Dresde : 15 morts.
- 9 janvier :
Bataille rangée ouvriers contre Corps francs à Hagen.
- 9-10 janvier :
« Putsch » communiste à Dusseldorf.
- 10 janvier :
Dans la Ruhr, socialisation par occupation des locaux patronaux.
- 10 janvier :
Manifestations réprimées à Stuttgart, Leipzig, Duisburg.
- 11 janvier :
Bataille rangée à Hamburg ; partie nulle.
- 12-17 janvier :
Bataille rangée à Halle ; partie nulle.
- 13 janvier :
Conférence régionale des conseils d'ouvriers et de soldats à Essen ; elle approuve l'initiative d'occupation du syndicat patronal et désigne une « Commission des 9 » pour procéder à la socialisation.
- 15 janvier :
Assassinat de Liebknecht et Rosa Luxembourg.
- 19 janvier :
Elections à l'Assemblée Nationale.
- 27 janvier :
Les révolutionnaires de Wilhelmshaven sont écrasés par les Corps francs d'Ehrhardt.
- Fin janvier :
Mort de F. Mehring.
- 5-11 février :
Campagne des Corps francs contre les Conseils ouvriers à Brême, Bremerhaven, Hamburg.
- 7 février :
Le conseil de soldats du 7^e corps, près Munster, se déclare en faveur de la révolution et se considère comme l'autorité militaire supérieure.
- 18-25 février :
Grève générale dans la Ruhr. Bataille avec les troupes de Noske ; nombreux morts.
- 21 février :
Assassinat de Eisner.
République soviétique à Mannheim.

- 24 février :
Victoire des révolutionnaires à Leipzig.
- 25 février-début mars :
Grève en Allemagne centrale. Campagne contre les Conseils de Halle.
- Mars :
Deuxième congrès des Indépendants. Il se prononce pour le pouvoir des Conseils.
- 4-11 mars :
Grève générale à Berlin lancée par le nouveau Conseil Ouvrier du Grand Berlin ; la « semaine sanglante » fait 3 000 victimes.
- 10 mars :
Assassinat de Leo Jogiches.
- 30 mars-28 avril :
Grève générale dans la Ruhr, répression « simple et sanglante ».
- 4 avril :
Knief meurt de tuberculose.
- 6-13 avril :
Campagne contre les Conseils de Magdebourg.
- 7 avril :
Première république des Conseils de Munich.
- 12-17 avril :
Campagne contre les Conseils du Brunswick.
- 14 avril :
Deuxième république des Conseils de Munich.
- 14 avril-1^{er} mai :
Campagne contre les Conseils de Bavière.
- 10-30 mai :
Campagne contre les Conseils de Saxe.
- 20 juin-3 juillet :
Grève des cheminots.
- 28 JUIN :
SIGNATURE DU TRAITÉ DE VERSAILLES.
- Août :
Conférence clandestine du Parti Communiste Allemand.
- Septembre :
Congrès clandestin et scission du P.C.A. à Heidelberg (formation du KAPD, ultra-gauche).
- 18 septembre-14 novembre :
Grève des métaux de Berlin.
- 19 décembre :
Troisième congrès des Indépendants à Leipzig ; début des négociations avec l'I.C.

1920

- 20 février :
Troisième congrès du P.C.A. à Karlsruhe, interrompu par la police.
- 13 mars :
Putsch du général contre-révolutionnaire Kapp.
- 14 mars :
Grève générale lancée par les syndicats réformistes.
- 17 mars :
Chute de Kapp.
- 28 mars-début avril :
La Reichswehr contre les ouvriers de la Ruhr.
- 14-15 avril :
Quatrième congrès du P.C.A., illégal, à Berlin.
- 6 juin :
Elections au Reichstag : partis bourgeois 15 millions de voix ; partis ouvriers 11 millions de voix.
- Août :
Le II^e Congrès de l'I.C. pose les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale.
- Octobre :
Congrès de Halle. Les Indépendants adhèrent à l'Internationale Communiste.
- Décembre :
Congrès de Berlin. Formation du Parti Communiste Unifié.

Karl Liebknecht proclame la république socialiste

9 novembre 1918 (extrait)

“Le jour de la révolution est arrivé. Nous avons arraché la paix. En ce moment, la paix est conclue. Le passé n'est plus. La domination des Hohenzollern qui ont pendant des siècles habité dans ce château, est finie. A cette heure, nous proclamons la libre république socialiste d'Allemagne. Nous saluons nos frères russes qu'on a honteusement chassés d'ici il y a quatre jours.”

Liebknecht montra alors le portail principal du château et s'écria en élevant la voix: “C'est par ce portail que fera son entrée la nouvelle liberté socialiste des ouvriers et des soldats. Là où flottait l'étendard impérial, nous voulons hisser le drapeau rouge de la libre république d'Allemagne.”

Les soldats de la garde du château, qui étaient visibles sur le toit, brandirent leurs casques et saluèrent la foule qui, en bas, se pressait au portail. Il s'ouvrit lentement pour permettre à l'automobile de Liebknecht d'entrer. La foule fut empêchée de suivre. Quelques minutes plus tard, sous les acclamations enthousiastes de la foule, les soldats de la garde du château apparurent, sans armes et sans bagages. Peu de temps après, Liebknecht, accompagné de sa suite, se montra au balcon sur le fond gris duquel une large couverture rouge se détachait.

“Camarades”, commença Liebknecht, “le jour de la liberté est arrivé. Plus jamais un Hohenzoller ne pénétrera en ces lieux. Il y a 70 ans, Frédéric-Guillaume IV se tenait à cet endroit et il lui a fallu ôter sa casquette devant le cortège de ceux qui étaient tombés sur les barricades de Berlin pour la cause de la liberté, devant les cinquante cadavres couverts de sang. C'est un autre cortège qui défile aujourd'hui ici. Ce sont les esprits des millions de gens qui ont laissé leur vie pour la cause du prolétariat. Le crâne fendu, baignant dans leur sang, ils passent ici en titubant, les suivent les esprits des millions de femmes et d'enfants qui ont péri dans l'affliction et la misère pour la cause du prolétariat. Et les millions et les millions de victimes du bain de sang de cette guerre mondiale défilent après eux. Aujourd'hui, à perte de vue, c'est une foule de prolétaires enthousiastes qui se tient au même endroit, pour rendre hommage à la liberté nouvelle. Camarades, je proclame ici la libre république socialiste d'Allemagne qui doit embrasser toutes les familles, où il n'y aura plus de valets, où tout ouvrier honnête trouvera un salaire honnête. La domination du capitalisme qui a transformé l'Europe en cimetière est brisée. Nous rappelons nos frères russes. Ils nous avaient dit en partant: “Si dans un mois vous n'avez pas obtenu ce que nous avons obtenu, nous nous détournerons de vous. Or il n'a pas fallu quatre jours.”

“Ce n'est pas parce que le passé est mort”, a continué Liebknecht, “que nous devons croire que notre tâche est terminée. Il nous faut tendre toutes nos forces pour construire le gouvernement des ouvriers et des soldats et créer un nouvel ordre étatique du prolétariat, un ordre de paix, de bonheur et de liberté de nos frères allemands et de nos frères dans le monde entier. Nous leur tendons la main et les appelons à parachever ma révolution mondiale.

Que deux d'entre vous qui veulent voir réaliser la libre république socialiste d'Allemagne lèvent la main pour en faire serment.” (Toutes les mains se lèvent et des cris retentissent: Vive la République!) Après que les applaudissements se soient tués, un soldat qui se tenait à côté de Liebknecht s'est écrié en brandissant le drapeau rouge qu'il avait en main: “Vive son premier président Liebknecht!”

Liebknecht conclut: “Nous n'en sommes pas encore là. Président ou non, il nous faut rester unis pour réaliser l'idéal de la république. Vive la liberté et le bonheur et la paix!” Peu après, le drapeau rouge a été hissé au mât de l'étendard impérial.

Vossische Zeitung, n°576, du 10. 11. 1918

(in Die deutsche revolution 1918-1919 - Dokumente, herausgegeben von Gerhard A. Richter und Susanne Miller, 2ème édition augmentée, Francfort/M. 1983)

SPARTACUS

3. In der Internationale liegt der Schwerpunkt der Massenorganisation des Proletariats.

4. Die Pflicht zur Ausführung der Beschlüsse der Internationale geht allen anderen Organisationsfragen voran. [Einfache.]

Der Knoten der internationalen Lage.

Trotz aller Vertuschungen und Fälschungen des Wolffschen Telegraphenbureaus und der Zensur liegt es klar zu Tage, daß in Bulgarien eine politische Umwälzung entweder bereits im Gange oder nahezu reif ist. Der erzwungene Rückzug, die rasche Kapitulation, das Gemunkel der deutschen offiziellen Nachrichten über „bolschewistische“ Strömungen in Bulgarien und über „Deserteure“, denen „regierungs-treue“ Truppen vor Sofia Schlachten liefern mußten, all dies zeigt deutlich, daß in Bulgarien die Massen in größter Gärung sind und daß es unter ihrem Druck geschah, wenn Bulgarien so plötzlich aus der eisernen Kette des Weltkrieges losgelöst worden ist. Der Koburger, der eine Puppe in der Hand des deutschen Imperialismus war, ist schon vom Thron gepurzelt, seine Töchter hat er schnell in Ungarn in Sicherheit gebracht. Das zeigt jedenfalls, daß in Sofia ein sehr scharfer Wind bläst und wer weiß, wie lange der Sohn auf dem Throne noch sitzen bleibt, von dem der Vater stehen mußte.

Die furchtbaren Leiden des Krieges, Hunger und Entbehrungen, sowie das Zwecklose und Unmenschliche des Völkermordes haben also das bulgarische Volk eher revolutioniert und zur männlichen Tat reifgemacht, als das deutsche! Es geht schon wieder nicht nach dem Schema Kautskys und seiner geistesverwandten „unabhängigen“ Geschichtsphilosophen: Bulgarien ist ja noch „agrarischer“, also noch „unreifer“ zur Revolution als Rußland!

Ja, wir erleben immer erbaulichere historische Momente: statt daß die deutschen „Arbeiter und Soldaten“ als die des führenden kapitalistischen Landes mit der besten sozialistischen Schulung mit dem Beispiel vorangehen, spielen sie weiter unentwegt die Rolle des internationalen Gendarmen. Die erste Geste der Hindenburg-Ludendorff angeführten „Ungehorsams“ Bulgariens war — deutsche Soldaten nach Sofia zu schicken, um den bulgarischen Soldaten die revolutionären Mützen auszutreiben. Die Herrlichkeit hat ja nicht lange gewährt; angeführt der furchtbaren Schläge im Westen und des entschiedenen Protestes der Bulgaren, mußte sich die deutsch-österreichische ungebetene „Hilfe“ wieder aus Bulgarien ziehen. Aber es bleibt als geschichtliche Tatsache: auch in Bulgarien sollte der deutsche Soldat Denkerdienste leisten. Zu den Ruhmesblättern in Rußland, in der Ukraine, in Finnland, in den Ostseeländern, in Polen, Litauen, tritt noch der Lorbeer der versuchten „Zähmung“ Bulgariens hinzu!

Wenn dieses Verhalten der deutschen Arbeiter im Soldatenrock als internationales Vorbild dienen sollte,

dann müßte man erwarten, daß in dem Augenblick, in dem in Deutschland die Massen sich gegen den Krieg und die imperialistische Herrschaft erheben, werden, ihnen andere Proletarier — Franzosen, Engländer, Amerikaner — ihrerseits auf den Hals rücken, um sie zu zähmen und niederzuschlagen. Mit dieser Aussicht spielen ja auch die Regierungssozialisten seit der Niederlage des deutschen Imperialismus, um die Erhebung des Proletariats in Deutschland durch den Vopanz einer feindlichen Invasion niederzuhalten.

In Wirklichkeit ist das nichts als demagogische Spiegel- fechterei im Interesse und im Geiste der herrschenden Klassen. Die internationale Lage hat sich allenfalls so zugespitzt, daß der Schlüssel zu ihrer Lösung, der Anknüpfung gerade in Deutschland liegt. Der Ausbruch der Revolution in Deutschland würde nicht eine siegreiche Invasion des feindlichen Imperialismus zur Folge haben, sondern den Ausbruch derselben Revolution in dessen Rücken: in Frankreich, Italien, England.

Gerade weil Deutschland bisher der Bezwingen und Schinder der Nationen war, gerade weil die deutsche Arbeiterklasse ein halbes Jahrhundert lang die geistige Führerin des Weltproletariats war, um dann plötzlich zum Werkzeug des völkerverachtenden Imperialismus zu werden, deshalb muß ihre endliche entschlossene Erhebung den heftigsten Ausdruck in der gesamten Lage und die tiefste moralische und politische Wirkung hervorbringen.

Nach dem, was wir schon im Laufe des Krieges in Oesterreich-Ungarn an spontanen Massenaktionen erlebt haben, angeführt der jetzigen inneren Krise und Gärung in Oesterreich, unterliegt es nicht dem geringsten Zweifel, daß die erste Kunde von einer ernstlichen Massenerhebung in Deutschland zum Signal für eine gleiche in Oesterreich-Ungarn werden würde. Die Flamme in Deutschland, Oesterreich Bulgarien, wahrscheinlich auch Rumänien, würde naturgemäß sofort mit der russischen Revolution den Kontakt herstellen, und angeführt eines so gewaltigen Machtgebietes der proletarischen Revolution in ganz Mittel- und Osteuropa würden die Westländer sich unmöglich dem allgemeinen Strom der Entwicklung entziehen können.

Eine deutsche Revolution würde somit jetzt unter ganz anderen und unendlich günstigeren Bedingungen zu operieren haben, als die russische, die allein, isoliert, dem noch triumphierenden Imperialismus preisgegeben, sich in seinem Halsseifen machtlos verbluten mußte. Darum sind alle Hinweise der Nachwächter vom Regierungssozialismus auf das „warnende Beispiel“ der russischen Revolution nichts als die üblichen Klunkeereien zur Abschüpfung der Massen. In Deutschland liegt von Anfang an der Knoten der internationalen Lage; ihn durchhauen kann nur das Schwert in der Hand des deutschen Proletariats.

Lettre de Karl Radek au Comité Central du Parti Communiste Allemand 9 janvier 1919

Karl Radek, qui était à l'époque contraint de vivre caché - dans la presse, une furieuse campagne était déchaînée contre lui, sa tête était mise à prix dans des affiches et des tracts, le gouvernement avait encouragé cette campagne par des déclarations publiques — Karl Radek s'était dès le 6 janvier élevé contre la décision des Délégués révolutionnaires de renverser le gouvernement Ebert-Scheidemann. Le 9 janvier, il adressa au comité central du Parti Communiste une lettre où il expliquait:

"Dans votre brochure sur le programme Que veut la Ligue Spartakus?, vous déclarez que vous ne voulez vous emparer du gouvernement que lorsque vous aurez la majorité de la classe ouvrière derrière vous. Ce point de vue pleinement correct a son fondement dans le simple fait que le gouvernement ouvrier est impensable sans organisation de masse du prolétariat. Or les seules organisations de masse à considérer, les conseils d'ouvriers, n'existent presque que de nom. Ils n'ont encore pas mené de luttes qui pourraient déclencher les forces des masses. Et en conséquence, ce n'est pas le parti de la lutte, le parti communiste, qui les domine, mais les Sociaux-patriotes ou les Indépendants. Dans une telle situation, il n'est absolument pas question de penser à la prise du pouvoir du prolétariat.. Si le gouvernement tombait entre vos mains par un putsch, il serait coupé de la province et étranglé en quelques jours. Dans cette situation, l'action décidée samedi par les Délégués Révolutionnaires en réplique à l'attaque du gouvernement social-patriote contre la préfecture de police ne devait avoir que le caractère d'une action de protestation. L'avant-garde du prolétariat, exaspérée par la politique du gouvernement, mal dirigée par les Délégués Révolutionnaires que leur inexpérience politique rend incapables de saisir le rapport des forces dans l'ensemble du Reich, a, dans son élan, transformé le mouvement de protestation en lutte pour le pouvoir. Cela permet à Ebert et à Scheidemann de porter au mouvement berlinois un coup qui peut affaiblir pour des mois le mouvement tout entier.

L'unique force capable de freiner et d'empêcher ce malheur, c'est vous, le Parti Communiste. Vous avez assez de perspicacité pour savoir que ce combat est sans espoir; que vous le savez, vos membres, les camarades Levi et Duncker, me l'ont dit. (...) Rien n'interdit à celui qui est plus faible de battre en retraite devant une force supérieure. En juillet 1917, alors que nous étions plus forts que vous ne l'êtes maintenant, nous avons de toutes nos forces retenu les masses et comme nous n'y avons pas réussi, nous les avons amenées, en intervenant brutalement, à se retirer d'une bataille imminente sans espoir."

Pour résoudre la crise, Radek conseillait les démarches suivantes: inviter les Délégués Révolutionnaires à arrêter le combat, retrait des ouvriers combattants avec leurs armes à la main si une séparation nette d'avec l'ennemi est possible, si nécessaire en remettant les armes, puis publication d'un manifeste qui justifie la nécessité de cette retraite et demande l'élection immédiate d'un nouveau conseil ouvrier. Si les Délégués Révolutionnaires n'acceptaient pas ces propositions, il faudrait alors expliquer la situation aux masses et donner aux masses par de nouvelles élections aux conseils une véritable direction en lieu et place du conventicule des Délégués Révolutionnaires. Il faudrait maintenant étendre le mouvement à l'ensemble du Reich en centrant sur la lutte pour les conseils. Cette lettre est un document important pour apprécier la situation à l'époque et la tactique du parti révolutionnaire. Elle contredit l'affirmation systématiquement répétée selon laquelle le "soulèvement de Spartakus" aurait été l'oeuvre des Bolcheviks et particulièrement de Radek.

(in: Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution. Berlin 1929, reprint Verlag Neue Kritik, 1968, p.282)



WÄHREND DER BESETZUNG des Berliner Zeitungsquartiers am 5. Januar 1919

Rosa LUXEMBOURG

L'Achéron s'est mis en mouvement

Le joli petit plan pour une révolution allemande bien gentille, « conforme à la Constitution », qui conserve « ordre et tranquillité », et qui considère comme sa tâche première et urgente la protection de la propriété privée capitaliste, ce petit plan s'en va au diable : *L'Achéron s'est mis en mouvement !* Tandis qu'en haut, dans les cercles gouvernementaux, une entente à l'amiable avec la bourgeoisie est maintenue par tous les moyens, en bas, la masse du prolétariat se soulève et brandit son poing menaçant : *les grèves ont commencé !* On fait grève en Haute-Silésie, chez Daimler, etc. Ce n'est que le tout-premier commencement. Le mouvement va déferler, comme il est naturel, en vagues toujours plus hautes et plus puissantes.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Une révolution a eu lieu. Des ouvriers, des prolétaires, en uniforme ou en bleu de travail, l'ont faite. Au gouvernement siègent des socialistes, des représentants des ouvriers.

Et qu'est-ce qui a changé pour la masse des travailleurs dans ses conditions quotidiennes de salaires, dans ses conditions de vie ? Rien, ou pour ainsi dire rien. A peine, ici et là, quelques concessions dérisoires ont-elles été faites, que le patronat cherche à reprendre ces miettes au prolétariat.

On console les masses en leur parlant des alouettes qui doivent leur tomber dans le bec toutes rôties quand l'Assemblée Nationale se réunira. Nous devons glisser doucement et « tranquillement » vers la Terre promise du socialisme à l'aide de longs débats, de discours et de résolutions à la majorité parlementaire.

Le sain instinct de classe du prolétariat s'insurge contre ce schéma du crétinisme parlementaire. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », est-il dit dans le Manifeste Communiste. Et « les travailleurs », ce ne sont pas quelques centaines de représentants élus qui dirigent les destinées de la société avec des discours et des contre-discours, ce sont encore moins les deux ou

trois douzaines de dirigeants qui occupent les fonctions gouvernementales. La classe ouvrière, ce sont les masses elles-mêmes, dans toute leur ampleur. Ce n'est que par leur collaboration active au renversement des rapports capitalistes que peut être préparée la socialisation de l'économie.

Au lieu d'attendre le bonheur des décrets du gouvernement ou des résolutions de la fameuse Assemblée Nationale, la masse recourt instinctivement au seul moyen qui mène réellement au socialisme : à *la lutte contre le capital*. Le gouvernement a, jusqu'à maintenant, mis tout en œuvre pour châtrer la révolution, pour instaurer l'harmonie entre les classes, en s'élevant à grands cris contre toutes les menaces qui pèsent sur « l'ordre et la tranquillité ».

La masse du prolétariat jette tranquillement à bas le château de cartes de l'harmonie révolutionnaire des classes, et brandit la redoutable bannière de la lutte des classes.

Le mouvement de grèves qui commence est une preuve que la révolution politique a pénétré jusqu'au fondement social de la société. La révolution prend conscience de ses propres fondements. Elle écarte les décors en carton des changements de personnel, qui n'ont pas changé encore la moindre chose au rapport social entre capital et travail, et elle monte elle-même sur la scène des événements.

La bourgeoisie sent bien qu'on a touché à son point le plus sensible, qu'ici s'arrêtent les inoffensives plaisanteries gouvernementales, et que commence l'affaire terriblement sérieuse de l'affrontement, à visage découvert, de deux ennemis mortels. De là vient l'angoisse mortelle et la fureur déchaînée contre les grèves. De là viennent les efforts fiévreux des dirigeants syndicaux dépendants pour prendre au filet de leurs vétustes petits moyens bureaucratiques la tempête qui se déchaîne, et pour paralyser et enchaîner les masses.

Vains efforts ! Les petites chaînes de la diplomatie syndicale au service de la domination du capital ont

été très efficaces dans la période de stagnation politique antérieure à la guerre mondiale. Dans la période de la révolution, elles échoueront lamentablement. Déjà, toutes les révolutions bourgeoises des temps modernes ont été accompagnées d'un puissant mouvement de grèves : aussi bien en France, au début du XIX^e siècle, pendant les révolutions de juillet et de février, qu'en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie. Tout grand ébranlement social fait naturellement surgir, d'une société reposant sur l'exploitation et l'oppression, de violentes luttes de classes. Tant que la société bourgeoise maintient l'équilibre de son train-train parlementaire, le prolétaire, lui aussi, reste patiemment dans l'engrenage du salariat, et ses grèves n'ont alors que le caractère de faibles corrections apportées à l'esclavage du salariat, qui passe pour immuable.

Mais dès que l'équilibre entre les classes est rompu par une tempête révolutionnaire, le doux clapotis de la surface se transforme en lames menaçantes. Les profondeurs elles-mêmes se mettent en mouvement, l'esclave ne se soulève plus seulement contre la pression trop douloureuse de ses chaînes, il se rebelle contre ses chaînes elles-mêmes.

Il en a été ainsi, jusqu'à maintenant, dans toutes les révolutions *bourgeoises*. A la fin des révolutions, qui aboutissaient toujours au renforcement de la société bourgeoise, la révolte des esclaves prolétaires s'effondrait, le prolétaire rentrait dans l'engrenage en baissant la tête.

Dans la présente révolution, les grèves qui viennent d'éclater ne constituent pas un conflit « syndical » concernant les conditions de salaires. Elles sont la réponse naturelle des masses au puissant ébranlement que les rapports capitalistes ont subi par suite de l'effondrement de l'impérialisme allemand et de la brève révolution politique des ouvriers et des soldats. Elles sont le commencement d'un affrontement général entre le capital et le travail en Allemagne, elles

annoncent le début du formidable combat direct entre classes, dont l'issue ne peut être que l'élimination des rapports capitalistes de salaire et l'introduction de l'économie socialiste. Elles libèrent la force socialisante de la révolution actuelle : l'énergie révolutionnaire de classe des masses prolétariennes. Elles ouvrent la période d'activité immédiate de la masse dans son ensemble, de cette activité dont les décrets de socialisation et les mesures de n'importe quel organe représentatif ou gouvernemental ne peuvent constituer que le fond sonore.

Ce mouvement de grèves qui commence est en même temps la critique la plus lapidaire que les masses adressent aux chimères de leurs soi-disant « chefs » sur « l'Assemblée Nationale ». Ils ont déjà la « majorité », les prolétaires en grève dans les usines et les mines ! Les rustres ! Pourquoi n'invitent-ils pas leur patron à un petit débat, pour l'emporter ensuite sur lui par une « majorité écrasante », et imposer toutes leurs exigences, sans un pli, « en respectant l'ordre » ? Ne s'agit-il pas d'abord, et formellement, de véritables bagatelles, de simples détails de conditions de salaire ?

Que M. Ebert ou Haase essaie donc d'aller proposer ce lamentable plan aux mineurs en grève de Haute-Silésie : il recevra sûrement une réponse percutante. Mais ce qui éclate comme bulles de savon, quand il s'agit de bagatelles, devrait tenir le coup quand il s'agit de renverser l'ensemble de l'édifice social !

La masse prolétarienne, par sa simple apparition dans la lutte sociale des classes, par-delà toutes les insuffisances, toutes les demi-mesures et les lâchetés antérieures de la révolution, passe à l'ordre du jour. L'Achéron s'est mis en mouvement, et les avortons qui mènent leur petit jeu à la pointe de la révolution feront la culbute, à moins qu'ils ne comprennent enfin le format colossal du drame historique mondial auquel ils sont mêlés.

Die Rote Fahne, 27 novembre 1918.

Léon TROTSKY

Une révolution qui traîne en longueur

La révolution allemande a des traits de ressemblance manifestes avec la révolution russe. Mais leurs dissemblances ne sont pas moins instructives. Au début d'octobre 1918, une révolution du type du Février russe a eu lieu en Allemagne. Deux mois plus tard, le prolétariat allemand traversait déjà ses « journées de Juillet », c'est-à-dire qu'il s'engageait dans un premier conflit ouvert avec les forces impérialistes des bourgeois et des conciliateurs sociaux-démocrates, sur de nouvelles bases « républicaines ». En Allemagne comme dans notre pays, ces journées de Juillet n'ont été ni un soulèvement organisé, ni un combat décisif d'origine spontanée. Ce fut la première manifestation violente, une pure manifestation de la lutte des classes, se produisant sur le terrain conquis par la révolution, et cette manifestation s'accompagna de heurts entre détachements d'avant-garde. Dans notre pays, l'expérience des journées de Juillet a servi ; elle a aidé le prolétariat à concentrer davantage ses forces pour la préparation et l'organisation de la bataille décisive. En Allemagne, après l'écrasement de la première manifestation ouverte du groupe Spartakus et l'assassinat de ses dirigeants, il n'y eut aucun répit, même pour un seul jour. Une succession de grèves, de soulèvements, de batailles ouvertes se produisirent en différents lieux à travers le pays. A peine le gouvernement Scheidemann avait-il réussi à restaurer l'ordre dans la banlieue de Berlin, que la valeureuse garde, héritée des Hohenzollern, dut se précipiter à Stuttgart ou à Nuremberg. Tour à tour, Essen, Dresde, Munich devinrent le théâtre d'une sanglante guerre civile. Chaque nouvelle victoire de Scheidemann n'est que le point de départ d'un nouveau soulèvement des travailleurs de Berlin. La révolution du prolétariat allemand se traîne en longueur, et, à première vue, l'on pourrait redouter que les canailles du gouvernement ne parviennent à la saigner à blanc, secteur après secteur, après d'innombrables escarmouches. En même temps, la question se pose automatiquement : les dirigeants du mouvement n'ont-ils pas commis de sérieuses erreurs tactiques, qui menacent de destruction le mouvement tout entier ?

Si l'on veut comprendre la révolution prolétarienne

allemande, il convient de ne pas la juger simplement par analogie avec la révolution russe d'Octobre ; il faut prendre les conditions internes de l'évolution spécifique de l'Allemagne comme point de départ.

L'histoire s'est déroulée de telle sorte qu'à l'époque de la guerre impérialiste la social-démocratie allemande s'est avérée — et l'on peut maintenant l'affirmer avec une objectivité parfaite — être le facteur le plus contre-révolutionnaire dans l'histoire mondiale. Mais la social-démocratie allemande n'est pas un accident ; elle n'est pas tombée du ciel, elle est le produit des efforts de la classe ouvrière allemande, au cours de décennies de construction ininterrompue et d'adaptation aux conditions qui dominaient sous le régime des capitalistes et des junkers. Le parti, et les syndicats qui lui étaient rattachés, attirèrent les éléments les plus marquants, les plus énergiques du milieu prolétarien, qui y reçurent leur formation politique et psychologique. Lorsque la guerre éclata, et que vint l'heure de la plus grande épreuve historique, il se révéla que l'organisation officielle de la classe ouvrière agissait et réagissait, non pas en tant qu'organisation de combat du prolétariat contre l'Etat bourgeois, mais comme un organe auxiliaire de l'Etat bourgeois, destiné à discipliner le prolétariat. La classe ouvrière, ayant à supporter, non seulement tout le poids du militarisme capitaliste, mais aussi celui de l'appareil de son propre parti, fut paralysée. Les souffrances de la guerre, ses victoires, ses défaites, mirent fin à la paralysie de la classe ouvrière allemande, la libérant de la discipline du parti officiel. Celui-ci se scinda en deux. Mais le prolétariat allemand resta sans organisation révolutionnaire de combat. L'histoire, une fois de plus, manifesta une de ses contradictions dialectiques : ce fut précisément parce que la classe ouvrière allemande avait dépensé la plus grande partie de ses énergies, dans la période précédente, pour l'édification d'une organisation se suffisant à elle-même, qui occupait la première place dans la deuxième Internationale, aussi bien en tant que parti qu'en tant qu'appareil syndical — ce fut précisément pour cela que, lorsque s'ouvrit une nouvelle période, une période de transition vers la lutte révolutionnaire ouverte pour

le pouvoir, la classe ouvrière allemande se trouva absolument sans défense sur le plan de l'organisation.

La classe ouvrière russe, qui a fait la révolution d'Octobre, avait reçu de la période précédente un héritage inestimable en l'espèce d'un parti révolutionnaire centralisé. Les pèlerinages de l'Intelligentzia populiste chez les paysans ; la lutte terroriste des Narodovoltsi (1) ; l'agitation clandestine des pionniers du marxisme, les manifestations révolutionnaires des premières années du siècle, la grève générale d'Octobre et les barricades de 1905 ; le « parlementarisme » révolutionnaire de l'époque de Stolypine, intimement lié avec le mouvement illégal — tout cela prépara un nombreux personnel de dirigeants révolutionnaires, trempés dans la lutte et liés entre eux par l'unité du programme révolutionnaire.

L'histoire n'a rien légué de pareil à la classe ouvrière allemande. Celle-ci n'est pas obligée seulement de lutter pour le pouvoir, elle l'est, en même temps, de créer son organisation et d'entraîner ses futurs dirigeants dans le cours même de cette lutte. Il est vrai que, dans les conditions d'une période révolutionnaire, ce travail d'éducation se poursuit à un rythme fiévreux, mais il faut néanmoins du temps pour qu'il s'accomplisse. En l'absence d'un parti révolutionnaire centralisé, avec à sa tête une direction de combat dont l'autorité soit universellement acceptée par les masses travailleuses ; en l'absence de noyaux dirigeants et de dirigeants individuels éprouvés dans l'action, et ayant acquis leur expérience dans les divers centres et régions du mouvement prolétarien, ce mouvement, lorsqu'il a fait irruption dans la rue, est nécessairement devenu intermittent, chaotique, et se traîne en longueur. Ces grèves qui surgissent, ces insurrections et ces combats de rues constituent à l'heure actuelle la seule forme accessible pour la mobilisation ouverte des forces du prolétariat allemand libéré du joug du vieux parti ; et elles constituent en même temps, dans les conditions données, le seul moyen d'éduquer les nouveaux dirigeants et de bâtir le nouveau parti. Il est évident qu'une telle voie exige d'immenses efforts et des sacrifices sans nombre. Mais il n'y a pas le choix. C'est la seule et unique voie que puisse suivre le soulèvement de classe du prolétariat allemand vers la victoire finale.

Après le dimanche sanglant, le 9 janvier 1905 (1), lorsque les travailleurs de Petrograd et, après eux, ceux de tout le pays, en vinrent peu à peu à comprendre la nécessité de la lutte, et prirent en même temps conscience de la dispersion de leurs forces, il s'ensuivit dans le pays un mouvement de grève puissant mais extrêmement chaotique. Il y eut alors des sages pour verser des larmes sur le gaspillage d'énergie par la classe ouvrière russe, et pour prédire son épuisement et la défaite de la révolution qui en résulterait. En réalité, cependant, les grèves spontanées, traînant en longueur, du printemps et de l'été 1905, étaient la seule forme possible de la mobilisation révolutionnaire et de l'éducation organisationnelle. Ce furent ces grèves qui jetèrent les fondements de la grande

grève d'octobre 1905, et de la construction des premiers soviets.

Il y a une certaine analogie entre ce qui se passe actuellement en Allemagne et cette période de la première révolution russe que je viens de mentionner ; mais le mouvement révolutionnaire allemand se développe naturellement sur des fondations incomparablement plus élevées et plus puissantes. Bien que le vieux parti officiel ait complètement fait banqueroute et se soit transformé en un instrument de la réaction, cela ne signifie naturellement pas que le travail accompli par lui dans la période précédente ait disparu sans laisser de traces. Le niveau politique et culturel des ouvriers allemands, leurs habitudes et leur capacité d'organisation sont hors de pair. Des dizaines et des centaines de milliers de dirigeants ouvriers qui ont été absorbés pendant la période précédente par les organisations politiques et syndicales, et en apparence assimilés par elles, n'ont en réalité subi la violence faite à leur conscience révolutionnaire que jusqu'à un certain point. Aujourd'hui, au cours des combats partiels qui se déroulent, à travers les épreuves de cette mobilisation révolutionnaire, à la rude expérience de cette révolution qui traîne, des dizaines de milliers de cadres ouvriers temporairement aveuglés, trompés et effrayés, sont en train de se réveiller et de se dresser de toute leur taille. La classe ouvrière est à leur recherche, tout comme eux-mêmes s'efforcent de trouver leur place dans la nouvelle lutte du prolétariat. Si le rôle historique du parti indépendant de Kautsky-Haase consiste à introduire des hésitations dans les rangs du parti gouvernemental, et à offrir un refuge à ses membres effrayés, désespérés ou indignés, en sens inverse le mouvement tempétueux, au sein duquel nos frères d'armes du groupe Spartakus jouent un rôle aussi héroïque, aura notamment pour effet de démolir continuellement par la gauche le parti indépendant, dont les éléments les meilleurs et les plus imbus d'esprit de sacrifice seront poussés vers le mouvement communiste.

Les difficultés, les défaites partielles, et les grands sacrifices du prolétariat allemand ne doivent pas nous décourager un seul instant. L'histoire n'offre pas d'alternative au prolétariat. La révolution traînante, mais opiniâtre, faisant toujours irruption de nouveau, approche clairement du moment critique où, ayant mobilisé et entraîné toutes ses forces à l'avance pour le combat, elle portera le dernier coup mortel à l'ennemi de classe.

(Article paru en premier lieu dans la *Pravda*, n° 85 du 23 avril 1919).

(1) Membres du parti de la Narodnaïa Volnya (Volonté du peuple) qui, entre autres attentats, exécutèrent le tsar Alexandre II le 13 mars 1881 (N.D.L.R.).

(1) Le 9 janvier 1905, les milliers de travailleurs qui s'étaient rendus pacifiquement au palais du tsar, sous la conduite du pope Capone, furent accueillis par une fusillade. Ce fut le début de la révolution de 1905 (N.D.L.R.).

9 NOVEMBRE 1918 × 17 MARS 1920

LA
RÉVOLUTION
ALLEMANDE

PAR

E. O. VOLKMAN

TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR BLAISE BRIOD

PLON

5^e édition

Le livre de Erich Otto VOLKMANN « Révolution über Deutschland » est paru en Allemagne en 1930. Il a été traduit et publié en France en 1933. L'auteur semble avoir suivi les événements de très près, d'où l'intérêt de ces quelques extraits.

9 NOVEMBRE

Le tocsin de la révolution sonne au dessus de Kiel et de Hambourg, de Cologne et de Francfort, de Stuttgart et de Munich, de Magdebourg et de Leipzig. Nulle part, le moindre essai de résistance sérieuse, ni volonté, ni acte ; effondrement de la puissance de l'État, défection de la société bourgeoise.

Berlin, cependant, pivot de toutes les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires, n'a pas encore cédé. Là, tant que des ministres impériaux règnent, que des parlements siègent, aussi longtemps que le sergent de ville commande et que le sous-lieutenant va prendre sa garde au château, la révolution n'a pas encore gagné l'Allemagne. Des milliers d'officiers, des dix milliers de soldats, d'innombrables canons, mitrailleuses, avions et tanks sont prêts à défendre le pouvoir impérial. La partie décisive se joue dans la capitale du Reich.

Au soir du 8 novembre, — il est presque trop tard déjà, — Ebert abandonne les rênes. Depuis trois jours, les appels de Scheidemann retentissent — cris de Cassandre — aux oreilles de ses partisans épouvantés : « Impossible de lutter plus longtemps contre le courant ; que l'on se mette à la tête du mouvement révolutionnaire. On risque d'arriver trop tard, de perdre le contact avec les masses. Il faut agir si l'on veut encore éviter la lutte de tous contre tous. »

Ebert s'est défendu jusqu'à la dernière minute. Et maintenant, enfin, il donne le coup de barre qu'on attendait.

Dans la salle des séances du comité directeur de la

majorité socialiste, les fonctionnaires du parti et les représentants des grandes entreprises berlinoises sont réunis. Ils ont à décider s'il est encore possible d'endiguer plus longtemps la poussée révolutionnaire des masses. — La réponse est négative. Si, jusqu'au lendemain matin, on n'a pas encore obtenu l'abdication du Kaiser, réclamée par ultimatum depuis deux jours, on rassemblera les ouvriers dans les rues et la grève générale sera déclarée.

A cette même heure, Emil Barth flaire un nouveau courant. Lui aussi prend le gouvernail de la révolution. Peut-être son rêve va-t-il se réaliser et le lendemain le consacrerait-il général de la révolution. Il convoque tous les partisans que, dans sa précipitation, il peut atteindre encore, et leur propose de lui remettre les pleins pouvoirs. Puis il « dicte » :

« Demain matin, le mouvement sera déclenché... »

Il engage les chefs de sa troupe à faire preuve d'une énergie sans réserve. Les ouvriers qui se refuseraient à quitter leur fabrique et à se joindre aux manifestants, on « leur mettra le browning sous le nez ». On ne craindra pas de « faire un exemple ».

(. . .)

Durant la nuit du 8 au 9 novembre, Berlin repose dans un calme presque inquiétant. Mais l'aube grise trouve chacun prêt à agir, ministres et généraux, chefs de partis, meneurs révolutionnaires, soldats, police, masses ouvrières. Les généraux doivent donner l'ordre de tirer, les soldats doivent l'exécuter, les chefs de parti doivent faire avancer leurs cortèges d'ouvriers, les ouvriers doivent se laisser tirer dessus et tirer à leur tour. Tout semble arrêté par le sort, inévitable.

9 novembre. — Le jour que Marx et son ami appelèrent de leurs vœux, toute leur vie durant, est enfin arrivé. Dans la capitale de l'Empire, la révolution est en marche. Le pas ferme, rythmé des bataillons ouvriers fait retentir les rues ; ils arrivent de Spandau, des quartiers

prolétaires du Nord et de l'Est, et s'avancent vers le centre, siège de la puissance impériale. Ce sont tout d'abord les troupes d'attaque de Barth, revolver et grenades au poing, précédées de femmes et d'enfants. Puis viennent les masses, par dizaines de mille ; radicaux, indépendants, socialistes de la majorité, pêle-mêle. Ils marchent et s'assemblent le long du canal où se trouvent postés, sur l'autre bord, les soldats et la police de la cité impériale.

Sur le coup de midi, à l'heure la plus tendue, les chefs des détachements de la troupe et de la police reçoivent, par téléphone, l'ordre d'évacuer les ponts. On ignore jusqu'à ce jour par qui cet ordre fut donné.

Au quartier du commandant en chef des Marches, général von Linsingen, on apprend coup sur coup que le bataillon 4 de chasseurs, puis le bataillon de dépôt du régiment Alexandre et celui du régiment Franz, puis enfin de multiples unités de troupe refusent d'obéir, fraternisent avec les ouvriers révolutionnaires et forment des conseils de soldats.

Le général fait demander au ministre de la Guerre ce qu'il y a lieu de faire, s'il faut donner aux troupes encore soumises, l'ordre d'ouvrir le feu. Le ministre de la Guerre est auprès du chancelier. La réponse se fait attendre ; ce n'est plus qu'une question de minutes, maintenant. Le général von Linsingen ne peut attendre davantage ; il doit prendre seul cette grave détermination. Il reste bien encore quelques rares troupes de confiance. Mais, de l'avis du général, elles ne peuvent plus sauver la partie. Si l'on ne peut plus se reposer sur des troupes telles que le régiment Alexandre et le bataillon de chasseurs 4, tout est perdu. En admettant même qu'on pût aujourd'hui se rendre maître de Berlin, il faudrait capituler dès demain. De toutes parts, la révolte s'avance. D'un instant à l'autre, le ravitaillement des quatre millions d'habitants risque d'être coupé. Ce serait la révolution de la faim. Il ne faut plus compter que les troupes annoncées par le commandement suprême de l'armée arrivent encore à temps.

Dans les rues, on crie les éditions spéciales : « Abdication de l'empereur ; » « désistement du Kronprinz. » — Le général se décide à interdire aux troupes de faire usage des armes.

La réponse du ministre de la Guerre arrive quelques minutes plus tard. D'accord avec le gouvernement, on interdit l'emploi des armes, à moins qu'il ne s'agisse de protéger la vie et la propriété des citoyens, ou de pourvoir à la sécurité immédiate des bâtiments du gouvernement.

Dans les casernes, dans les administrations, dans les lazarets, les officiers ne récalcitrent pas. Ils laissent les événements suivre leur cours. Est-ce instinct de conservation, est-ce désir d'avoir la vie sauve dans la catastrophe générale, à l'heure où la partie est perdue, où l'empereur vient d'abdiquer ? Est-ce par peur ? Mais quelle force pourrait faire trembler ces hommes qui, devant l'ennemi, avaient tous fait le sacrifice de leur vie ? Quelque chose d'autre a brisé leur force, paralysé leur volonté durant ces dernières semaines. Ils sentent qu'une formidable métamorphose s'opère, dont le sens leur échappe encore. Le pouvoir qu'ils ont, pendant des siècles, exercé comme l'instrument d'une volonté supérieure, leur échappe à l'instant où cette volonté suprême est mise hors de combat. En cette heure où se joue le sort de l'État, de la monarchie et des individus, aucun d'eux ne peut prendre la décision de faire autre chose que ce qui est ordonné par le supérieur. Selon la vieille habitude, ils obéissent, comme ils ont toujours obéi, à l'attaque, à la défense, dans la victoire et dans la retraite. Jusqu'à la dernière minute, l'ordre rigoureux de l'ancien État maintient son emprise sur leurs âmes.

Et c'est dans cet ordre rigoureux que l'État de Frédéric le Grand s'effondre. — Là, comme à la rade de Schillig, comme à Hambourg et à Munich, les anciennes autorités ont perdu pouvoir sur les masses, elles se trouvent brusquement sans recours, elles capitulent sans manifester de résistance. Presque sans un coup de feu, dans l'espace de cinq jours, d'une marche uniforme et irrémédiable, la tragédie se déroule : c'est la chute de l'État le plus solidement constitué du monde, le tournant de deux ères.

PARLEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

En cette journée du 16 décembre se réunit à Berlin le congrès des conseils d'ouvriers et soldats de tout le territoire du Reich. Premier parlement révolutionnaire, est-ce de là que vont naître les courants de force et d'enthousiasme dont la jeune liberté a besoin ?

On se salue, on reconnaît partout des amis, — vieux leaders de partis et de syndicats, rédacteurs, journalistes. On est heureux de se sentir les coudes, de se retrouver au cœur même des événements politiques et de faire de l'histoire.

La vérification des mandats révèle une très forte prédominance de socialistes. Fort bien, pensent leurs chefs ; ainsi, pas de surprise à redouter. Leurs gens sont dès longtemps entraînés à suivre point par point les ordres des grands chefs. Il y aura du tapage, il y aura des discours à n'en plus finir, mais en fin de compte, tout s'ordonnera et marchera au mot d'ordre du parti.

Deux absents. Leurs noms sont connus du monde entier, révolutionnaires jusqu'aux moelles, révolutionnaires de grand style : Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Ils ne figurent pas parmi les élus, on ne les juge pas dignes d'appartenir au premier parlement révolutionnaire de la jeune république allemande. Leurs amis proposent qu'on les invite en qualité d'hôtes du congrès, en raison des services rendus à la révolution socialiste. Mais le parlement demeure étranger aux considérations sentimentales et l'on ne tient pas aux effervescences inutiles. On ne saurait se fier à Liebknecht. La proposition est repoussée.

Richard Müller rend compte de l'activité déployée par

le comité exécutif de Berlin, dont le règne provisoire touche à son terme. Mais il ne fait aucune allusion au 9 novembre, pas plus qu'il ne mentionne la longue série de lois, ordonnances, proclamations des premières semaines révolutionnaires; il ne dit rien non plus des tâches et des buts de l'ère nouvelle. Il parle de jetons de présence, d'indemnités, de dépenses et de liquidations. Il proteste contre les calomnies et les accusations, et lance lui-même de rudes attaques contre les conseils de soldats, contre les commissaires du peuple.

De vieux instincts parlementaires se réveillent. On se monte la tête.. violentes péroraisons... remarques sarcastiques...

Ebert garde un profond silence.

Liebknecht, le visage blafard, est resté dehors. Il s'est juré de chauffer à blanc les âmes molles qui hantent la salle.

Brusquement, les portes de la salle s'ouvrent, derrière le fauteuil présidentiel. Une délégation d'ouvriers fait son entrée et réclame, « au nom de 250 000 révolutionnaires berlinois », la suppression du gouvernement Ebert, la proclamation de la dictature des conseils, l'armement du prolétariat, la constitution d'une garde rouge, l'appel à la révolution mondiale. En même temps, le bruit circule que Liebknecht tient des discours séditieux devant la chambre des députés.

Les « détenteurs du pouvoir souverain » ne sont guère rassurés. Ils s'agitent sur leurs sièges, regardent de droite et de gauche. Cependant, le président du congrès est parvenu à faire sortir la délégation.

On se réinstalle confortablement, on sourit de la petite interruption. Ebert est toujours immobile sur son siège, et lit.

Les délibérations se poursuivent. Dittmann présente son rapport au nom des commissaires du peuple. Il cherche à concentrer l'attention de l'assemblée sur les grandes tâches de la Révolution. Mais ses efforts demeurent vains. On retourne toujours aux scandales et aux petits cancans, on lave du linge sale, on s'enlise dans le bourbier moral.

Le lendemain matin la dispute s'envenime. On accumule les révélations sur les manœuvres contre-révolutionnaires des officiers. On accuse le chef des socialistes unifiés d'être de connivence avec eux, on reproche à Ebert d'avoir fait cause commune avec les putschistes du 6 décembre. Au milieu d'un formidable tapage, Ledebour lui lance au visage qu'il est un objet d'infamie pour le gouvernement.

Offensés et blessés, les socialistes s'élèvent avec véhémence contre ces reproches et rivalisent avec les indépendants dans leur profession de foi révolutionnaire.

Ebert dresse l'oreille.

Barth attise le brasier : sa patience est à bout, déclare-t-il, et c'est aujourd'hui que va se décider s'il peut encore demeurer au sein du conseil des commissaires du peuple. Il a jusqu'ici vainement combattu la position d'Ebert dans les affaires intérieures et étrangères. Il ne saurait continuer d'en partager les responsabilités et il réclame l'entente immédiate avec les camarades russes et avec les Polonais, la suppression des gardes de frontière, à l'Est et à l'Ouest. Il stigmatise les agissements criminels de la clique militaire et les abus de pouvoir des généraux à Berlin. Il s'agit maintenant d'entreprendre énergiquement la suppression du corps des officiers. La troupe désignera elle-même ses chefs, à l'exemple de ce qui sera fait pour la nouvelle garde civique. Et il conclut par ces mots : « Si quelqu'un d'entre les commissaires du peuple, par égard à l'honneur national pense ne pas pouvoir agir de la sorte, il n'a qu'à donner sa démission. »

Les attaques des indépendants et des radicaux contre le pouvoir et le commandement des officiers, rencontrent l'approbation des partisans même d'Ebert. Voilà le danger. Mais lui, comment saura-t-il leur faire voir le véritable sens de toute cette discussion ? Il ne peut prendre trop ouvertement le parti des officiers. Ses prétendues « dispositions contre-révolutionnaires », ses « relations de traître avec les généraux » trouveraient là une trop facile confirmation. Il demande la parole :

— Est-il juste, commence-t-il avec cet accent de pro-

bité qui lui est propre, qu'un collègue parfaitement averti des énormes difficultés que nous avons à vaincre, et de la loyauté, du zèle que nous apportons tous à lutter contre ces obstacles, à organiser cette collaboration des énergies que la situation commande, est-il juste qu'un tel collègue lance de pareilles accusations contre ses vieux camarades ?

« Barth, poursuit-il, a mis en discussion les rapports entre officiers et soldats. Cela est contraire à toutes les conventions. De tels sujets ne s'improvisent guère, ils doivent être étudiés par le menu, en comité restreint, si l'on veut arriver à une réglementation durable qui donne à tous satisfaction. N'est-ce pas là ce qui avait été décidé la veille ? Et aujourd'hui, Barth veut poser la question de but en blanc, et la voir réglée au sein du congrès. Je ne pense pas que l'on puisse résoudre ainsi des problèmes aussi épineux ; ce n'est pas ainsi que l'on acheminera une collaboration dans des circonstances aussi difficiles ; on ne saurait que la mettre en péril. Et je ne sais si mes collègues du gouvernement et moi-même pourrions poursuivre notre tâche, si l'on ne prend à cet égard toutes précautions utiles. »

Applaudissements enthousiastes sur les bancs des socialistes du gouvernement. Haase, devant la faiblesse de son parti et dans son désir d'accommoder la droite et la gauche, opte pour la conciliation et l'ajournement des points litigieux.

Ebert n'a rien perdu de cette intervention. Il se rassied et, tranquilisé, il reprend son travail. Le danger semble écarté.

Mais à ce moment, Liebknecht lance son deuxième ballon. Les portes se sont rouvertes derrière le fauteuil présidentiel. Une troupe de soldats apparaît, déléguée, soi-disant, par les dix-sept régiments et formations de Berlin. Ils tiennent à bout de bras des pancartes couvertes de toutes sortes d'inscriptions et ils s'efforcent, par leur expression et leur allure, de représenter l'image vivante du désespoir. D'aucuns se sont barbouillé le visage de terre ou de couleur grise pour se donner un aspect

plus effroyable et pour jeter la panique dans la salle.

Au nom des manifestants, Dorrenbach, le grand chef de la division de la marine civique, proclame : « Désarmement immédiat des officiers et des troupes du front, suppression de tous les insignes de grade. Remise du commandement suprême de toutes les troupes à un conseil supérieur de soldats. »

Les congressistes se lèvent de leur siège. Un tumulte formidable se déchaîne. Le président veut rétablir le silence. Mais les soldats n'entendent rien, ils exigent une décision immédiate. Dans la salle, Ledebour crie : « ils ont raison, il faut en finir aujourd'hui ». L'attitude des soldats se fait menaçante. Ils crient et hurlent comme des possédés et brandissent leurs bâtons. Une partie des socialistes quittent la salle. A grand-peine, le président parvient à ajourner les délibérations au lendemain.

Ebert prend assez bien la chose. Il est convaincu que ses gens l'ont compris.

Mais le lendemain matin, nouvelle surprise. Lampl, le délégué des socialistes unifiés de Hambourg, a fait siennes les principales revendications des conseils de soldats, les a accommodées en « sept points » qu'il soumet au congrès pour décision :

« Le commandement suprême de l'armée et de la marine doit être confié aux commissaires du peuple et au comité exécutif ; dans les garnisons, aux conseils d'ouvriers et soldats du lieu. Pour marquer symboliquement l'anéantissement du militarisme et de la suppression de l'obéissance cadavérique, on ordonnera la suppression de tous les insignes de grade et l'interdiction du port d'armes en dehors du service. Les conseils de soldats seront responsables de la tenue de la troupe et du maintien de la discipline... Il n'y a plus de supérieurs, en dehors du service... Les soldats désigneront eux-mêmes leurs chefs. Les anciens officiers qui auraient encore la confiance de la majorité de leur troupe peuvent être réélus... La suppression de l'armée permanente et la création de la garde civique seront accélérées... »

Le coup est rude pour la politique d'Ebert. En défi-

nitive, l'entrée des troupes à Berlin n'a fait qu'alarmer les radicaux et les indépendants, tout en leur offrant un nouveau thème pour épiloguer sur la contre-révolution. Mais on n'en a pas conçu plus de respect et de crainte pour Ebert. Sans compter la méfiance et la rébellion qui se sont glissées dans les rangs du parti socialiste. Ils n'ont pas encore compris qu'il ne s'agit point là de sentiment et d'inclination, mais du dilemme : Dictature du prolétariat ou démocratie.

Les « sept points de Hambourg » sont adoptés à une écrasante majorité. Ebert fait une dernière tentative en demandant l'addition d'un huitième point : les revendications de Lampl ne constitueront que des principes dont l'exécution serait confiée aux commissaires du peuple. — La proposition n'est pas même mise aux voix.

VOLKMANN explique ensuite comment EBERT s'entend, par son téléphone secret, avec l'Etat-Major de l'armée pour faire procéder à l'occupation militaire de Berlin. On est le 24 décembre 1918.

Mais l'ordre est superflu : les dispositions ont été déjà prises dès 10 h. 30 du soir par le quartier général de Lequis, pour occuper Berlin. Toute résistance armée, qu'il s'agisse de matelots ou d'éléments séditionnels, doit être réduite par les armes.

Le capitaine Pabst, l'officier d'état-major de la division de la garde à cheval, qui forme le noyau des troupes gouvernementales, annonce à 2 heures du matin que l'attaque du château et du Marstall commencera dès l'aube. Il se demande non sans inquiétude, s'il dispose d'une troupe assez forte — 800 hommes seulement — pour faire face aux matelots deux fois plus nombreux et qui peuvent recevoir du renfort grâce aux gens d'Eichhorn et de Liebknecht. Le commandement général éprouve aussi quelque crainte. Mais la volonté d'en finir triomphe et l'on s'en remet à l'effet que produiront les deux douzaines de canons dont dispose la garde montée.

Mais, nouvelle surprise, Ledebour s'est rendu en toute hâte au Marstall, conjurant Dorrenbach de libérer Wels. Dorrenbach, qui n'est plus très rassuré, finit par céder. La nouvelle est aussitôt communiquée au Palais de la Chancellerie. Mais Ledebour qui s'y est rendu lui-même — il est trois heures du matin — n'arrive pas à joindre Ebert. — Le destin suit son cours.

A 7 heures et demie, un sous-lieutenant se rend au Marstall et annonce que si les matelots ne capitulent pas sans condition, d'ici dix minutes, les troupes de Lequis, disposées autour du château et du Marstall, auront recours aux armes.

Le délai est passé. A 7 h. 40 le canon gronde.

Le château, qui ne renferme qu'une faible garnison, est bientôt pris d'assaut, tandis que la bataille fait rage autour du Marstall. Les matelots ne tardent pas à envoyer des émissaires et se déclarent disposés à négocier. La division de cavalerie réitère son ordre de capitulation. Le feu cesse pendant vingt minutes. Le drapeau blanc est hissé sur le Marstall.

Mais à ce moment, les choses prennent la tournure la plus imprévue. Attirée par la canonnade, une foule énorme accourt sur le lieu du combat, venant des quartiers est et ouest de Berlin, — pour la plupart des gens de Liebknecht; des soldats de la garde d'Eichhorn sont aussi là. Avec la rapidité de l'éclair, le bruit se répand d'une contre-révolution monarchiste organisée par les officiers. Pressés les uns contre les autres, des femmes et des enfants hurlent au premier rang, la masse vient se heurter au cordon des troupes de la garde républicaine. On demande en criant aux soldats s'ils veulent faire cause commune avec les officiers contre le peuple, s'ils ne savent donc pas qu'on veut rétablir l'empereur. Troublés, les soldats regardent de tous côtés. Les uns jettent leurs fusils, les autres sont désarmés par la foule. En un clin d'œil le cordon est rompu, la foule hurlante arrive dans le dos de la troupe postée devant le Marstall.

A la dernière seconde, un « Halte ! » strident retentit. Des sous-lieutenants ont prestement installé des mitrailleuses, posent un genou en terre, l'index sur la gâchette, — visages d'une effrayante gravité, la foule recule.

Les émissaires des matelots qui, à ce moment même, traversaient la place du château pour aller faire des offres de capitulation, se rendent immédiatement compte du changement intervenu. Ils rebroussent chemin aussitôt ; le drapeau blanc est amené, les pourparlers rompus, les soldats qui avaient déjà pénétré dans le château sont refoulés.

Bibliothèque Politique et Economique

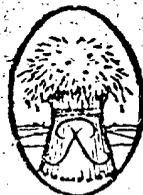
PAUL GENTIZON

ENVOYÉ SPÉCIAL DU « TEMPS »

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

(Novembre 1918 - Janvier 1919)

LA RÉPUBLIQUE A MUNICH, — LES CONSEILS DE SOLDATS.
— LE RETOUR DES TROUPES A BERLIN. — LE PILLAGE DU
CHATEAU ROYAL. — KURT EISNER. — LES INTELLECTUELS
ET LA RÉVOLUTION. — AVANT L'ÉMEUTE. — LES DÉBUTS
DE LA RÉVOLUTION A KIEL.



PAYOT, PARIS

Arbeiter, Soldaten, Brüder!

Eine Kette unverständlicher Mißverständnisse und das unverantwortliche Handeln Einzelner hat in unserer Stadt zu Ereignissen geführt, die niemand mehr bedauert, als der Rat der Volksbeauftragten. Es ist leider dabei Bruderblut geflossen. Das erste seit dem Zusammenbruch der alten Herrschaft in Bremen. Keiner von den Freunden der Revolution wünscht eine Fortsetzung dieses Bruderkampfes. Die entstandenen Mißverständnisse müssen aus der Welt geschafft, eine Einigung unter Brüdern muß erzielt werden. Wir laden daher alle Arbeiter und Soldaten der Republik Bremen zu Massenversammlungen für heute 1 Uhr mittags in der Martini-Kirche, im Casino, in den Centralhallen und in der Union ein.

Die Gegenrevolution wartet auf unsere Uneinigkeit. Wir aber lassen uns nicht entzweien. Erscheint alle, Brüder im Soldatenrock und Brüder im Arbeiterkleid! - Alle Waffen bleiben zu Hause! Es handelt sich um die Sicherung der sozialistischen Republik, es handelt sich um das Leben unserer Volksgenossen.

Bremen, den 15. Januar 1919.

Der Rat der Volksbeauftragten.

Der Vollzugsrat. Der Arbeiterrat. Der Soldatenrat.

Dans les ruelles des vieux quartiers dont les fenêtres s'ornent de géraniums et de fuchsias jetant leurs notes claires sur le gris des façades, Munichois et Munichoises s'en vont à leurs affaires ; voitures, autos, tramways roulent, et dans les avenues des couples se promènent avec une sentimentalité pleine d'épanchement et de langueur. Mais bientôt mille détails vous frappent : de grandes affiches rouges s'étalent partout, prescrivant des mesures propres à assurer la sécurité du nouveau gouvernement, les unes signées du Comité central des Conseils de soldats et exigeant de chaque militaire une discipline rigoureuse, les autres invitant les soldats autrichiens à former des soviets, ou concernant des matelots..... car Munich, bien que parfaitement et uniquement terrienne, possède son Conseil de mathurins. En voici du groupe spartakiste, où Muhsam, le Liebknecht munichois, convie ses amis à une réunion. En voilà qui ordonnent aux soldats arrivant isolés dans les gares de remettre leurs fusils à telle et telle caserne... Et partout, au long des immeubles, aux vitrines des magasins, sur les piliers des voûtes de la Karlstor, le rouge de ces affiches met des taches vives contrastant avec le gris cendré des bâtisses.

Dominant les drapeaux des Bava- rois, bleu

et blanc arborés pour le retour des soldats, de grandes oriflammes rouges flottent aussi le long des façades des ministères ; l'une, même, orne le fronton du Palais royal, la Residenz, et quelques fanions écarlates surmontent les clochetons ajourés de l'Hôtel de Ville. C'est du rouge partout, comme dans un rayonnement fixe ! Des rosettes rouges ont remplacé sur la casquette des soldats l'ancien écusson aux couleurs allemandes, des nœuds rouges sont épinglés sur les uniformes, sur les corsages des femmes. En rouge encore les « Michel » des cartes postales révolutionnaires et les titres des tracts vendus d'une voix rauque par les camelots. Les soldats, les ouvriers appartenant aux divers comités révolutionnaires arborent également des brassards rouges et les membres du nouveau gouvernement se prélassent dans les automobiles de la Cour, drapeau rouge à l'avant. C'est une débauche de rouge, de rouge obsédant en cette fin de guerre sanglante, et parlant éloquemment, malgré le calme apparent de la foule, de la violence des passions déchaînées et du malaise énorme de la ville.

De toutes les institutions sociales, c'est l'armée que la révolution a le plus manifestement transformée. Les officiers ne portent plus leurs insignes,

car, dès les premières heures de la révolution, des groupes d'émeutiers les ont forcés à arracher publiquement leurs pattes d'épaules et leurs galons. Aussi bien la scène caractéristique autrefois du *Herr Leutnant* hautain et plein de morgue, salué sur son passage par les gestes mécaniques et roides des soldats, a disparu de la rue. Avec la révolution, le bon sens outragé a repris ses droits. Non pas, cependant, que le naturel et la simplicité des rapports que la guerre a créés en France entre chefs et soldats existent dès maintenant en Allemagne : non, le soldat, tout simplement, affecte d'ignorer l'officier. Néanmoins, comme la démobilisation exige encore l'activité de tous et que, de ce fait, les rapports se maintiennent entre eux, le soldat, s'il ne se sert plus de la vieille expression : *Herr Leutnant*, ou *Herr Hauptmann* (Monsieur le Lieutenant ou Monsieur le Capitaine), emploie la nouvelle formule de *Oberkamerad* (camarade-chef) Il y aura toujours des « ober » en Allemagne !

En même temps que le salut, le pas de parade inesthétique et pantin a été aboli. Les sentinelles ne rendent plus les honneurs ; d'ailleurs, toutes celles qui sont placées devant les ministères portent leur fusil la crosse à l'épaule et le canon dirigé contre terre, et leur va-et-vient devant

les guérites, avec leurs mains dans les poches et leurs tuniques déboutonnées, n'est plus que le laisser-aller d'un soldat qui baguenaude. Au passage des officiers, le claquement sec des talons, le maniement brusque de l'arme, l'immobilité de statue de l'homme de garde sont déjà également lettre morte ! C'est, au souffle de la révolution, l'effondrement complet de toute la discipline du drill brutal et inintelligent !

Pour se procurer quelque argent, des soldats, aux costumes déteints par les pluies, aux souliers éculés, parcourent les rues en vendant des insignes révolutionnaires, des lacets de souliers, des allumettes. Sur la Karlsplatz, devant l'hôtel du *Rother Hahn*, un grand *feldgrau* offre aux passants, avec force lazzis, des séries de cartes postales... Non plus celles qui racontaient les hauts faits des troupes allemandes, avec, au premier plan, la charge irrésistible des casques à pointe, mais d'autres, plus actuelles, fustigeant d'une satire l'ex-kaiser, le kronprinz, le roi Louis, ou célébrant en termes dithyrambiques la révolution. Le sujet choisi de préférence est la fuite du kaiser : l'une des plus typiques représente le Michel allemand sous la forme d'un gros bonhomme rouge, regardant, très satisfait, Guillaume II qui, vêtu d'une démocratique jaquette et d'un cylindre, s'enfuit,

éperdu, vers Amerongen. D'autres, triviales, illustrent les paroles mémorables de l'ancien « Seigneur de la Guerre ». L'une, par exemple, montre le kaiser qui, penché à l'avant d'une barque, voguant sur un canal de Hollande, laisse tomber dans les flots sa couronne et son sceptre. Et voici la légende : « Notre avenir est sur l'eau. » Une autre est le faire-part mortuaire de *Herr Militarismus*, Monsieur Militarisme, « né à Berlin, mort à Munich et enterré avec tous les honneurs dus à son rang. »

Devant le vendeur, la foule s'écoule indifférente ; chez elle aucune réaction, même sentimentale, n'est apparente. Car la révolution s'est faite à Munich sans haine, sans grande passion ; chacun savait s'opposer d'instinct à tout bouleversement radical. L'exemple de la Russie fait sans doute réfléchir, et le peuple ne songe nullement au grand branlebas des révoltes classiques. C'est pourquoi, dans les avenues, les statues des Wittelsbach sont restées à leur place, intactes ; et parfois même, à l'ombre d'un drapeau rouge, ô ironie, une enseigne de magasin étale encore en lettres d'or l'appellation de *Hoflieferant*, fournisseur de la Cour, toujours flatteuse, malgré la république !

Si la révolution n'a pas troublé la tranquillité

coutumière des habitants, cependant, Munich, la nuit venue, n'apparaît plus la cité gaie et bon enfant d'autrefois, quand la joie de vivre s'étalait lourde et bruyante avec les besoins matériels contentés et les ventres satisfaits. Comme jadis, néanmoins, les *Hof, Kochel, Thomasbrau* traient l'obscurité de leurs invites lumineuses ; mais ce soir, la fameuse brasserie royale où, pendant trois siècles, des milliers de bourgeois ont passé leur existence à ingurgiter de la bière auprès des boiseries enguirlandées de feuillages et de fresques bachiques, est désertée de ses fidèles. La grande salle, où l'on me sert une chope d'un breuvage sucré et épais, est presque vide et le silence tombe pesant sur les lourdes tables inoccupées..... Ce n'est plus comme autrefois le bourdonnement continu des conversations ou le choc bruyant des chopes sur le chêne, les appels de table à table, le cliquetis des assiettes, le rire des sommelières qu'on lutine... Maintenant, la crainte du lendemain, l'instabilité de la situation font rester chez eux les bourgeois alarmés et le temple de Gambrinus semble tout rempli d'une atmosphère d'inquiétude ! Je me rends au Mathaeser, la grande brasserie populaire où, dans la nuit du 7 au 8 novembre, le premier Comité révolutionnaire fut formé. Là, contraste absolu.

Dans une salle enfumée, au plafond bas et voûté, aux murs décorés de longues théories de cornes de cerfs, des centaines de soldats, attablés avec des femmes devant leur « moss », discutent avec animation et parfois avec violence. Immédiatement, on sent qu'ils sont les maîtres de l'heure, qu'ils sont la force.... Des mains nerveuses serrent des fusils et des poings noueux s'abattent sur les tables, tandis que des filles de salles circulent entre les bancs avec des plateaux chargés de chopes. La soif de ces soldats a pris avec la révolution quelque chose de fiévreux. Soudain, près de moi, des voix gutturales éclatent... Eh quoi ! la *Marseillaise* ! L'hymne français transformé avec des paroles allemandes en lied révolutionnaire ! Le vaincu scandant le chant du vainqueur !... Je ne suis pas revenu de ma surprise que déjà toute la salle reprend le refrain avec de grands éclats de voix rauques qui sous la voûte basse soulignent lourdement la mélodie....

Est-ce le rythme large et puissant de ce cantique de révolte ? Est-ce l'accent sérieux et passionné de ces soldats ? Est-ce ce tableau surprenant de l'hymne français évangélisant l'Allemagne révolutionnaire ? Je ne sais, mais malgré moi, à la reprise, je me surprends à fre-

donner : « Aux armes citoyens... » Après le dernier couplet, des *Hoch ! Hoch !* retentissent ; on vide les verres et les discussions passionnées recommencent. Je sors, tandis que sur le pas de la porte une jeune fille, minable, tenant dans ses mains violettes de froid quelques numéros de tracts révolutionnaires : *die Welt Revolution* (la Révolution mondiale), *die Rote Hand* (la Main rouge) offre sa marchandise d'une voix nasillarde et chantante, comme en une mélodie : « Lisez... comment nous avons été trompés pendant quatre ans..... Lisez... comment nous avons été trompés pendant quatre ans..... »

Quant aux soldats, actuellement à Munich, ils ont fait la révolution et lui sont tout acquis. Il est, cependant, difficile de dire quelle sera l'attitude des unités qui ne sont pas encore de retour au pays, et c'est la majorité de l'armée ; l'on craint ici des conflits entre les recrues qui ont soutenu le mouvement révolutionnaire et les vétérans de l'armée auxquels la part faite dans les Conseils des soldats est minime. Ceci dit, quelle est la force numérique des groupements en présence ? M. Auer, le nouveau ministre de l'intérieur, m'a fait à ce sujet la déclaration suivante :

« Si le gouvernement s'abstient de s'engager dans des luttes religieuses, le nouveau régime sera appuyé par les sept dixièmes des votes, soit par ceux du prolétariat, de la bourgeoisie, des petits cultivateurs et d'une partie des intellectuels. » Le sort de la République bavaroise serait, en ce cas, assuré.

Au ministère des affaires étrangères, Promenade-

Platz. Une grande oriflamme rouge, suspendue au toit, flotte le long d'une façade Renaissance, juste au-dessus d'une sentinelle nouveau style qui révasse le dos au mur. Au premier étage du luxueux immeuble, tout le long de l'escalier aux rampes de fer forgé, dans la *Botenzimmer*, salon d'attente où jadis l'étiquette de la Cour voulait que chaque visiteur ne se présentât qu'en redingote, gants et chapeau haut-de-forme, une cohue de soldats aux uniformes ternis par les pluies, de femmes du peuple, de bourgeois même sollicitant une entrevue avec le maître de l'heure. On me montre, assis dans un fauteuil, le délégué du Comité exécutif du Conseil des soldats — un *feldgrau* quelconque, avec les inévitables brassard et cocarde rouges — qui vient chaque jour, paraît-il, contrôler l'activité du chef du gouvernement. Dans le fastueux bureau où des générations de comtes et de barons se sont succédé à la direction des affaires et qu'ornent encore les portraits des Wittelsbach couronnés de lauriers, drapés de pourpre et d'hermine, un petit vieillard en lévite, émacié, fluet, dont la tête n'est que barbe touffue, poivre et sel, encadrant des joues creuses, chevelure aux fils d'argent tombant jusque sur le col et lorgnon voilant mal de petits yeux noyés, attendris : Kurt Eisner. Tout de

suite, il parle d'abondance, avec la voix chantante d'un homme plus habitué à la rêverie qu'à l'action.

« Je connais bien le *Temps*, me dit-il ; pendant les huit mois que j'ai passés en prison, je l'ai lu chaque jour... et pourtant je devais le payer quatre-vingts pfennigs ! »

Eisner rit à ce souvenir et m'invite à prendre place. Puis, très placide, sans emphase, avec une bonhomie familière, le chef de la révolution bavaroise, confortablement installé dans un large fauteuil, m'expose quelques points de sa politique :

« Mes convictions s'opposent au bolchevisme, déclare-t-il ; je crois à l'esprit, à la force des idées... Lorsque j'étais en prison, j'ai composé un drame contre le bolchevisme ; il contenait même un poème sur Paris. L'on a cru à l'étranger que nous représentions ces messieurs de Moscou et de Petrograd. Cette opinion a dû venir de ce que nous avons organisé des Conseils de soldats et ouvriers et paru imiter l'exemple russe. Mais nous n'employons aucune des méthodes slaves et nous marchons vers un but différent. Nous voulons construire ici une nouvelle société ; mais nous ne voulons pas assassiner ! Nous n'érigerons aucune dictature du sabre. Je n'en veux pas,

non plus que ceux qui sont avec moi. Nous voulons simplement, par le travail, par une puissante activité créatrice, reconstruire une nouvelle Allemagne, socialiste, dans laquelle il n'y aura pas d'armée, pas même de milices... »

Il parle lentement, sans passion, sans haine. Et c'est ainsi, pendant toute l'entrevue, une profession de foi internationaliste, l'évocation attendrissante d'une Société des nations universelle, dans laquelle tous les peuples, débarrassés du joug du militarisme et du capitalisme, vivront fraternellement dans la paix, dans l'amour et dans la justice. Non, cet homme n'a rien d'un Trotzky, d'un Lénine. Un théoricien chez lequel tout est force et feu intérieurs. Un idéologue aux pensées généreuses, d'un large humanitarisme. Le prophète d'une religion nouvelle. Un sincère, un juste... Mais un homme de gouvernement ? La porte s'ouvre. Un télégramme est remis au vénérable patriarche ; et je sors, tandis que dans ses cadres dorés, toute la lignée des Wittelsbach semble sourire, amusée et narquoise. Devant le ministère, une automobile aux couleurs de la Cour, armoiries royales sur la portière, drapeau rouge à l'avant, attend Kurt Eisner.

La grande salle du Landtag n'entend plus

depuis le 7 novembre, premier jour de la révolution, les doctes et ternes discours de messieurs les parlementaires de l'ancien régime. Elle sert de lieu de réunion à l'Assemblée nationale des Conseils de soldats, paysans et ouvriers bavarois. Grâce à l'obligeance de l'un des nouveaux ministres, j'ai pu assister à l'une des séances, secrètes encore, de ce Parlement révolutionnaire. De jeunes soldats, portant tous les emblèmes des temps nouveaux, cocarde, brassard et ruban rouges, font le contrôle à l'entrée, et bientôt dans cette salle, tout aristocratique encore avec son plafond à caissons, ses lambris et ses lustres de château ou de palais, s'installent ici et là les membres du Conseil : cinquante jeunes soldats à l'air éveillé et que l'on sent prompts au geste et à l'action, autant d'ouvriers en habits bourgeois, une dizaine de femmes simplement vêtues, à l'attitude effacée, et quelques paysans dont l'un, pour la circonstance, a arboré le costume national, veste et pantalon courts, fleuri d'edelweiss. Avant l'ouverture de la séance, des discussions s'engagent par groupes, paisiblement ; quelques paysans sortent leurs pipes au long tuyau et fument comme à l'auberge ; des soldats grillent des cigarettes...

L'Assemblée s'est réunie aujourd'hui pour

entendre les explications du chef du gouvernement sur la situation politique, et aussitôt qu'Eisner a pris place au fauteuil présidentiel, un sous-officier assis à sa droite ouvre la séance sans autre cérémonial. A sa gauche, son secrétaire, un jeune étudiant en médecine, Feichenbach, fume tranquillement une cigarette. Le tribun populaire que le prolétariat de Munich a porté à la tête de l'Etat est à la tribune un excellent jouteur. Dès les premières phrases, l'on comprend comment le tribun bavarois a pu, par un coup d'audace, entraîner les masses munichoises le 7 novembre : Eisner est orateur-né, dans un pays où les orateurs sont rares, car rien n'est généralement moins brillant qu'un Allemand à la tribune. Il sait à merveille disposer de ses moyens, surprendre l'attention, la retenir, faire ressortir la période saillante, le mot qui frappe. Répondant d'abord aux attaques personnelles, il manie habilement l'ironie et l'humour. Puis, après avoir attaqué la presse germanique tout entière, « cette presse criminelle qui, pendant quatre ans et demi, a trompé le peuple allemand et continue à mentir », il montre — et ceci est le point central de son discours — toute la nécessité pour la révolution de consolider dans tout le pays la force des Conseils de soldats, ouvriers

et paysans. Ainsi sur une large base démocratique une seule classe, un seul groupe dans cette classe, on pourra tout décider autocratiquement, tandis que les autres groupements de la population seront écartés de toute participation aux affaires !... Il me semble avoir lu, entendu tout cela : n'est-ce pas la révolution russe ? Sans doute Eisner ne veut pas le bolchevisme ; il en a la défiance tout à fait sincère ; mais ses méthodes ne sont-elles pas pratiquement semblables à celles de là-bas et ne conduiront-elles pas insensiblement, par la force même des choses, aux mêmes résultats : ruine de toute civilisation, tyrannie de la populace ? Sans doute Eisner se déclare partisan de la représentation des corporations d'industriels et d'intellectuels au milieu des Conseils d'ouvriers et de soldats. Mais dans cette nouvelle société en gestation, il paraît trop évident que la représentation équitable des intérêts et des droits de toutes les classes ne sera point assurée, les classes n'étant pas également organisées. En un mot, Eisner semble avoir perdu toute foi en la bourgeoisie ; il craint que la collaboration de cette classe ne contrarie l'enfantement de la société idéale.

Le patriarche tribun a terminé. Soldats, ouvriers, paysans applaudissent. Naturellement : ils sont les maîtres maintenant ; ils ont le pouvoir, ils ont la force... Mais n'en abuseront-ils pas ?

André et Dori PRUDHOMMEAUX

SPARTACUS
et la
Commune de Berlin
1918-1919

Le Congrès de Spartacus
Discours sur le Programme
Testaments politiques de
ROSA LUXEMBOURG
et de **KARL LIEBKNECHT**



SPARTACUS

An das Proletariat!

Aus den sozialistischen Parteien Frankfurts hat sich ein

Aktions-Ausschuß

gebildet, der bereits in Tätigkeit getreten ist. Die unterzeichneten Parteien erlassen folgende gemeinsame Erklärung:

Arbeiter, Genossen! Der Kampf gegen die Reaktion muß mit
verschärften Mitteln geführt werden. Es muß alles getan werden,
die Reaktion niederzuschlagen. Die sozialistischen Parteien haben
sich unter folgender Parole geeinigt:

Kampf gegen die Reaktion! Für die Durchführung des Sozialismus!

Arbeiter, schließt Euch uns an und folgt unserem Ruf!

Sozialdemokratische Partei.

Unabhängige Sozialdemokratische Partei.

Kommunistische Partei.

Kommunistische Partei (Spartakusbund).

André et Dori PRUDHOMMEAUX
SPARTACUS et la Commune de Berlin 1918-1919
 (Spartacus cahier mensuel, oct.-nov. 1949)

Sous cet titre, A. et D. Prudhommeaux ont publié avec une introduction et un essai sur Spartacus en conclusion, un certain nombre de documents sur la révolution allemande, dont des procès verbaux du congrès de fondation du KPD, le discours de Rosa Luxemburg sur le programme, les derniers articles de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht...

André Prudhommeaux a été membre du PCF de sa fondation à 1924. Il se disait partisan du communisme des conseils.

DEUXIÈME SÉANCE

POUR OU CONTRE LA CONSTITUANTE

Le camarade *Pieck* ouvre la séance vers trois heures. Il est décidé : avant d'aborder l'ordre du jour, d'envoyer le télégramme suivant aux mineurs en grève de Haute-Silésie :

« Le Congrès du Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus) vous envoie dans votre lutte l'expression de sa cordiale sympathie. Seuls, l'écrasement du capitalisme et l'instauration du socialisme apporteront au peuple travailleur sa propre émancipation. Dans la lutte pour cet avenir, et dans la lutte contre le gouvernement capitaliste Ebert-Scheidemann, qui vous nourrit de haricots bleus (mitraille), vous nous trouverez toujours à vos côtés. Vive le Socialisme! Vive la Révolution prolétarienne! »

L'ordre du jour appelle le point 2 : « *L'Assemblée nationale* ».

Le camarade *Paul Lévi* rapporte comme suit sur cette question : « La tâche qui m'incombe n'est pas facile; je défends, au nom de notre centrale, la participation aux élections. Ici nous portons nous-mêmes une grave responsabilité devant la situation. La question de savoir quelle sera notre attitude, au cas où le congrès des conseils se prononcerait pour la formation d'une assemblée nationale, a été reléguée au second plan sous l'influence de l'agitation contre le principe de l'Assemblée nationale en lui-même. Je voudrais vous avertir instamment de ne pas céder à l'état d'esprit créé par cette agitation contre l'Assemblée nationale. La question de la participation aux élections est grave et d'une importance décisive pour le développement de notre mouvement pendant les mois à venir.

Le prolétariat est profondément conscient de ce qu'une prise véritable du pouvoir ne peut avoir lieu que sur la base du système des conseils. De plus, il va de soi pour nous que c'est uniquement dans cette sphère d'activité que l'esprit et les capacités nécessaires à nos tâches formidables peuvent être développées. Si nous en avons

douté, ne serait-ce qu'un moment, les événements nous auraient bientôt détrompés.

Par contre, l'assemblée nationale est comprise dans les masses révolutionnaires comme une forteresse édiflée par la volonté bourgeoise, et dans laquelle veut se retrancher toute la société actuelle, les Ebert et leurs généraux, Stinnes, etc. C'est l'ancre à laquelle ils voudraient amarrer une fois encore leurs vaisseaux en dérive. Nous nous rendons clairement et complètement compte de tout cela : la voie du prolétariat ne peut passer que par-dessus le cadavre de l'assemblée nationale.

Il n'est pas douteux non plus que les représentants du prolétariat seront en minorité dans cette assemblée nationale. Malgré tout cela, nous vous proposons de participer aux élections (*Tempête d'interruptions*) et d'y combattre jusqu'au bout avec tout l'acharnement et toute l'énergie dont vous avez fait preuve jusqu'à présent dans la lutte (*Interruptions* : « *Gaspillage de forces!* »). J'interprète cette interruption de la façon suivante : « L'assemblée nationale sera la même boîte à bavardage que le Reichstag ». Mais c'est là justement en quoi vous méconnaissiez complètement la situation historique. Au cours de ces dernières dizaines d'années, les représentants ouvriers se trouvaient au parlement et leur activité devait se limiter à la conquête d'avantages minimes pour la classe ouvrière, parce que nous n'étions pas en période révolutionnaire. Aujourd'hui, ne serait-ce qu'avec deux députés, on peut adopter une tout autre attitude, puisque les masses ouvrières sont disposées à combattre et se tiennent prêtes à les soutenir du dehors. (*Vives interruptions* : « *Pour cela nous n'avons pas besoin de l'assemblée nationale!* »). Cependant, nous devons mener la lutte contre le bastion nouvellement construit, et cela, non pas du dehors seulement, mais aussi de l'intérieur. L'assemblée nationale sera élue; que pouvons-nous faire là-contre? Nous pouvons la disperser. Mais à quoi cela avancera-t-il? La puissance réelle de la bourgeoisie ne serait pas atteinte par cette dispersion. Une telle action n'aurait de sens que si nous pouvions — comme expression d'une puissance unanime de la classe ouvrière — accéder aussitôt au pouvoir. Or, il s'agit d'abord d'attirer à nous, par une direction énergique et intransigeante, les parties du prolétariat qui sont encore loin de nous, et pour cette raison nous devons pénétrer dans le bastion nouvellement construit du capitalisme.

En Russie également, les bolchéviks ont participé aux élections, et ce n'est qu'au moment où la situation eut évolué au point que l'assemblée nationale se trouva dépassée, qu'ils en firent éclater les cadres. S'en prendre à un symptôme de la contre-révolution, et croire avoir terrassé celle-ci par ce seul fait, me paraît correspondre à une

conception bien rudimentaire et peu profonde. Songez au contraire qu'il est possible que l'assemblée nationale domine encore pendant des mois la vie politique de l'Allemagne. Dans ce cas, vous ne pourriez pas empêcher que même nos camarades tournent leurs regards de son côté. Pour les maintenir éveillés pour conquérir les masses indifférentes, nous devons, nous aussi, utiliser cette tribune. » (*Vive opposition.*)

Une discussion suit, au cours de laquelle un grand nombre de participants apportent avec passion des arguments divers sur la question.

Le camarade *Preda* propose de donner alternativement la parole aux partisans de la participation et à ceux du boycott électoral. La proposition est adoptée.

Le camarade *Rühle* (Pirna) déclare : « Il y a quelques jours encore, j'étais d'avis que l'idée de la participation aux élections n'avait même pas à être examinée. Nous venons à peine de nous délivrer d'un cadavre dont nous nous étions chargés, et maintenant nous sommes en train de nous en mettre un autre sur le dos. Levi dit que c'est un mal qui nous est imposé par les circonstances. En 1914, les socialistes majoritaires ont invoqué également un argument de cet ordre : « Ils étaient bien contre la guerre, mais celle-ci une fois déclenchée, ils ne pouvaient pas lui refuser les crédits nécessaires à sa subsistance ». Notre participation serait interprétée comme une approbation de principe de l'assemblée nationale. Une décision en faveur des élections ne serait pas seulement à blâmer, mais équivaldrait à un suicide. Nous ne ferions qu'aider à chasser la révolution de la rue pour la transporter au parlement. Pour nous, il ne peut exister qu'une tâche : renforcement de la puissance des conseils d'ouvriers et soldats; et, si l'on en venait à écarter l'assemblée nationale de Berlin par peur des masses, nous aurions alors à former un nouveau pouvoir dans la capitale. (*Acclamations nourries.*)

La camarade *Luxembourg* (*saluée par de vives acclamations*) développe la thèse suivante : « Nous comprenons tous et estimons très haut les motifs qui vous font combattre l'opinion de la centrale. Cependant, la joie que je viens d'exprimer n'est pas pure de toute amertume. Camarades, vous vous facilitez un peu trop votre extrémisme. Nous ne devons pas laisser échapper, dans la poussée tempétueuse qui nous porte en avant, le sérieux, le calme et la réflexion nécessaires. L'exemple de la Russie ne peut pas être cité ici contre la participation aux élections. Là-bas, lorsque l'assemblée nationale a été dispersée, nos camarades russes avaient déjà un gouvernement Trotski-Lénine. Nous en sommes encore à Ebert-Scheidemann. Le prolétariat russe avait derrière lui une longue histoire de luttes révolutionnaires. Nous nous trouvons au début de la révolution. Nous n'avons rien der-

rière nous que la misérable demi-révolution du 9 novembre. Nous devons nous poser la question : quelle voie est la plus sûre pour éduquer les masses? L'optimisme du camarade Rühle est fort beau, mais nous ne sommes pas plus avancés pour cela. Ce que je vois jusqu'à présent, c'est la non-maturité des masses appelées au renversement de l'assemblée nationale. L'arme avec laquelle l'ennemi pense nous combattre, nous devons la retourner contre lui. D'une part, vous nous croyez en mesure de chasser l'assemblée nationale dans un délai de quinze jours, et d'autre part, vous craignez les conséquences des élections. Je ne crains pas d'avoir à éduquer les masses pour qu'elles estiment à leur juste valeur les motifs de notre participation aux élections. Votre action directe est assurément plus simple et plus commode, mais notre tactique est juste, en ce sens qu'elle compte avec un plus long chemin à parcourir. L'action essentielle se poursuit dans la rue. Elle doit aboutir partout au règne et au triomphe du prolétariat. Mais nous voulons encore conquérir pour le soutien de cette lutte, la tribune de l'assemblée nationale » (*Faibles applaudissements*).

Le camarade *Gellwitzki* (Berlin) présente les résolutions qui ont été votées dans deux rayons de cette ville, et qui se prononcent énergiquement contre une participation aux élections.

Le camarade *Duncker* (Comité Central) déclare que, pour elle, il ne s'agit pas d'une question de principe, mais d'une question tactique. Elle compare l'attitude des non-participationnistes à celle d'enfants qui courent de force un bouton de fleur non éclos. Les femmes, qui précisément doivent voter pour la première fois, ne comprendraient pas notre non-participation aux élections.

Le camarade *Léviné* (Neukölln) craint que la participation n'écarte l'attention des tâches brûlantes : l'élargissement du système des conseils d'usine.

Le camarade *Heckert* (Chemnitz) fait ressortir que la social-démocratie a lutté pendant cinquante ans pour ce même droit de vote. Pour cette raison, il est nécessaire, en Allemagne aussi, que le prolétariat s'éclaire d'abord par sa propre expérience, c'est-à-dire par la pratique même des élections. Une non-participation aux élections municipales aurait également des conséquences funestes.

Le camarade *Baumann* (Dresde) s'oppose aux affirmations de la camarade *Duncker* : « Les femmes du prolétariat ont été guéries de la foi dans le parlementarisme par les enseignements terribles de la guerre ».

Le camarade *Rogg* (Duisbourg) dit qu'il ne faut pas confondre l'état d'esprit d'ici avec celui du dehors. Il conseille de recommander aux camarades de mettre dans l'urne des bulletins de vote aux noms de *Liebkecht* et *Luxembourg*. Par là on éviterait que ceux qui inté-

rièvement sont déjà de notre côté, ne se laissent abuser et ne servent de détail à voter pour les Scheidemann et les indépendants.

Le camarade *Tetens* (Wilhelmshaven) répond : « En participant aux élections, nous ne ferions qu'embrouiller les camarades qui sont avec nous sans gagner personne. Les masses trop paresseuses pour penser ne reviendront à une vue claire que sous les gifles de l'assemblée nationale distribuera au prolétariat. Mais alors, elle auraient perdu également confiance en nous, si nous avions participé à l'assemblée ».

Le camarade *Kindl* (Magdebourg) déclare que les camarades de son rayon sont pour la participation.

Le camarade *Schubert* (Charlottenbourg) fait ressortir que le camarade *Liebkecht* lui-même avait mis l'accent sur la nécessité de mots d'ordre clairs.

Le camarade *Gehrke* (Brunswick) attire l'attention sur le fait que ses camarades ont déjà participé aux élections du Landtag.

Une proposition de clôture est repoussée.

Meyer (Berlin) prend position pour et *Rieger* (Berlin) contre la participation aux élections.

Une nouvelle proposition de clôture est acceptée. Après un court débat d'ordre pratique, on décide toutefois d'entendre encore les représentants de quelques rayons qui n'avaient pas eu la parole.

Le camarade *Widmann* (Francfort-sur-le-Mein) invite les camarades à aller dans toutes les assemblées électorales ennemies pour y combattre l'assemblée nationale, et il propose qu'on désigne des orateurs à cette fin.

Le camarade *Liebkecht* indique encore une fois qu'il n'existe pas de différences de vue sur le fond de la question elle-même. « Ne croyez pas qu'il s'agit pour nous de tirer un avantage politique quelconque de la participation aux élections. Et ne croyez pas que nous pourrions prendre sur nous de plaider quelque chose qui pourrait réduire l'énergie révolutionnaire du prolétariat... Et malgré cela, nous croyons pouvoir faire une chose sans être obligés de laisser tout à fait tomber l'autre. Or, notre activité parlementaire même dans le Reichstag, était-elle entièrement sans valeur ? Dans l'assemblée nationale un petit nombre des nôtres pourrait sensiblement aider à restreindre le travail qui y sera accompli au détriment du prolétariat, et cela pourrait servir aussi à ébranler les masses au dehors ».

La camarade *Wolffstein* (Dusseldorf) s'oppose à ces considérations. Elle recommande la lutte contre l'assemblée nationale au moyen de la grève générale politique. (*Proposition saluée par les vifs applaudissements.*)

Le camarade *Minster* (Muhleim) déclare : « Ce matin nous avons pris lors de la fondation du parti une décision prématurée; mais

nous sommes en train, à présent, de prendre une décision trop tardive ». Dans son rayon, les camarades s'occupaient déjà de présenter des candidats.

Le camarade *Lewin* (Munich) plaide en dernier lieu contre la participation.

Le camarade *Levi* met fin aux débats. Il déclare que la discussion, dont il attendait davantage, ne l'a pas fait dévier de son point de vue.

(Le vote donne un résultat en faveur de la non-participation par 62 voix contre 23.)

Le camarade *Berker*, au nom du Groupe des Internationaux d'Allemagne, annonce comme suite aux négociations d'une Commission de son groupe avec la Centrale de la Ligue Spartacus, l'organisation qu'il représente a décidé de se joindre au Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).

Le camarade *Meyer* salue au nom de la Centrale les camarades du G.C.I., qui déjà, pendant toutes les années de guerre, ont œuvré côte à côte avec ceux de la Ligue Spartacus.

Rapport de la Commission des Mandats

Le camarade *Krüger* (Berlin) donne lecture du rapport. La Ligue des Soldats rouges est représentée par trois membres, la jeunesse par un délégué. Dix-sept membres venus de l'ensemble du pays sont admis à titre auditif. Les sections locales de la Ligue sont représentées par 83 délégués, savoir : Berlin, 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 16^e, 17^e, et 18^e arrondissements : Barmen, Beuthen, Bismarckhütte, Brandebourg, Brême, Breslau, Bromberg, Brunswick, Charlottenbourg, Chemnitz, Cologne-Ehrenfeld, Cologne-Niehl, Cuxhaven, Dantzig, Dantzig-Ohra, Deuben, Dortmund, Duisbourg, Düsseldorf, Elberfeld, Erfurt, Essen, Francfort, Göttingen, Halle, Hambourg, Hanovre, Herne, Iéna, Koenigsberg, Krefeld, Leipzig, Leipzig-Ennitzsch, Lubeck, Magdebourg, Mulda, Mulheim, Munich, Nuremberg, Oberhausen, Pirna,, Rathenow, Remscheid, Spandau, Stettin, Stuttgart et Werdau.

Discours sur le programme

par Rosa Luxembourg

LA REVOLUTION SOCIALE A L'ORDRE DU JOUR

A INSI, camarades, comme je vous l'ai déjà dit, nous sommes aujourd'hui — conduits par la dialectique de l'histoire et enrichis par l'expérience du développement capitaliste des soixante-dix dernières années — à la place même où étaient Marx et Engels en 1848, lorsqu'ils déroulèrent pour la première fois l'étendard du socialisme international. Autrefois, lorsqu'on crut devoir corriger leurs erreurs et les illusions de 1848, on s'imagina que le prolétariat avait encore devant lui une très longue période de temps avant de pouvoir réaliser le socialisme. Naturellement, jamais les théoriciens sérieux ne se sont laissés aller à présenter un terme quelconque pour l'effondrement du capitalisme comme fixe et obligatoire, mais on supposait vaguement que le chemin serait encore très long et c'est ce qui ressort à chaque ligne de la préface en question, qu'Engels a écrite en 1895.

Or, nous pouvons, à présent, dresser le bilan. Est-ce que le temps n'a pas été très court en comparaison du développement des luttes de classes de jadis? Soixante-dix ans de développement du grand capitalisme ont suffi pour que nous puissions songer sérieusement à balayer le capitalisme hors du monde. Et plus encore : non seulement nous sommes aujourd'hui en mesure de résoudre cette tâche, non seulement c'est notre devoir envers le prolétariat, mais c'est la seule manière de sauver la société humaine. (*Vifs applaudissements.*)

Car cette guerre n'a rien laissé subsister de la société bourgeoise, qu'un énorme amas de décombres. Dans la forme, tous les moyens de production et la plus grande partie des moyens de domination sociale sont encore dans les mains des classes dirigeantes; nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet. Mais ce qu'elles peuvent en faire, à part leurs tentatives convulsives pour rétablir, par d'immenses massacres, le mécanisme de l'exploitation, n'est que désordre et impuissance.

Historiquement, le dilemme devant lequel se trouve l'humanité d'aujourd'hui se pose de la façon suivante : chute de la barbarie, ou salut par le socialisme. Il est impossible que la guerre mondiale procure aux classes dirigeantes une nouvelle issue, car il n'en existe plus sur le terrain de la domination de classe et du capitalisme. Ainsi nous vivons aujourd'hui la vérité que justement Marx et Engels ont formulée pour la première fois, comme base scientifique du socialisme, dans le grand document qu'est le *Manifeste Communiste* : le socialisme est devenu une nécessité historique. Cette vérité nous la vivons dans le sens le plus strict du terme. Le socialisme est devenu une nécessité, non seulement parce que le prolétariat ne veut plus vivre dans les conditions matérielles que lui préparent les classes capitalistes, mais aussi parce que, si le prolétariat ne remplit pas son devoir de classe en réalisant le socialisme, l'abîme nous attend tous, tant que nous sommes.

Voilà donc, camarades, la base générale sur laquelle est érigé le programme que nous adoptons aujourd'hui officiellement et que vous

avez vu en projet par la brochure *Que veut Spartacus?* Il se trouve en opposition consciente avec le point de vue défini dans le programme d'Erfurt : en opposition consciente avec toute séparation des exigences immédiates et du but final qui est le socialisme. En opposition consciente avec cette façon de voir, nous liquidons les résultats des soixante-dix dernières années et avant tout le résultat immédiat de la guerre mondiale en disant : il n'y a pas maintenant pour nous de programme minimum ni de programme maximum; le socialisme est un et indivisible; et c'est là le minimum que nous avons à réaliser aujourd'hui. (*Très bien!*)

Je ne m'étendrai pas ici sur certaines mesures que nous vous avons soumises dans notre projet de programme, car la possibilité vous est donnée d'autre part de prendre position sur les détails, et cela mènerait trop loin de les envisager ici par le menu. Je considère comme mon devoir de ne caractériser et de ne formuler ici que les grands traits généraux qui distinguent notre position de programme et l'opposent à celle de la social-démocratie allemande officielle, telle qu'elle s'est manifestée jusqu'à ce jour. Par contre, je considère comme plus important et plus urgent de savoir maintenant comment il faut apprécier les circonstances concrètes, sur quoi doivent se baser notre attitude tactique et notre agitation pratique — en parlant de la situation politique, du cours qu'a pris la révolution jusqu'ici, et des directives prévisibles de son développement futur.

Nous envisagerons donc la situation politique selon la conception que j'ai essayé de caractériser : du point de vue de la réalisation du socialisme comme tâche immédiate. Tel est le signal annonciateur qui doit illuminer toute mesure prise, toute attitude définie par nous.

Notre congrès d'aujourd'hui, qui est, je crois pouvoir le dire fièrement, le congrès constitutif du seul parti socialiste révolutionnaire du prolétariat allemand, coïncide par hasard, ou plutôt, pour parler en toute exactitude, non, pas par hasard, avec un tournant dans le développement de la révolution allemande elle-même. On peut affirmer que les événements des jours derniers achèvent la phase première de la révolution allemande. Nous entrons maintenant dans un second stade du développement; et notre premier devoir, comme aussi la première source d'une connaissance meilleure et plus profonde pour l'avenir, c'est d'exercer une auto-critique, d'entreprendre un examen sérieux et pratique de ce qui a été fait, créé et aussi de ce qui a été négligé, afin d'avoir la main faite à ce qui nous mènera plus loin. Jetons un regard appréciateur sur la première phase de la révolution, qui vient de se clore.

LES ILLUSIONS ET COMMENT ELLES SE DISSIPENT

S ON point de départ fut le 9 novembre. Le 9 novembre fut une révolution pleine d'insuffisances et de faiblesses. Ce n'est pas étonnant. C'était la révolution, survenant après quatre ans de guerre, après les quatre ans pendant lesquels le prolétariat allemand, grâce à l'éducation que lui ont fait subir la social-démocratie et les syndicats, a fait preuve d'une telle mesure de faiblesse et de reniement de ses tâches socialistes que nous n'en trouvons d'exemple dans aucun autre pays. En se plaçant sur le terrain du développement historique — et c'est ce que nous faisons en tant que marxiste — il était certes, impossible d'attendre beaucoup de cette Allemagne qui a offert l'image épouvantable du 4 août et des quatre années suivantes. On ne pouvait voir tout à coup le 9 novembre 1918, une révolution de classe grandiose, consciente de ses buts; ce que nous a fait vivre le 9 novembre 1918, c'était pour les trois quarts l'effondrement de l'impérialisme existant plutôt que la victoire d'un principe nouveau. (*Assentiment.*)

Le moment était simplement venu où l'impérialisme, tel un colosse aux pieds d'argile, pourri à l'intérieur, devrait s'écrouler; il devait s'ensuivre un mouvement plus ou moins chaotique, sans but, à peine conscient, dans lequel le principe d'unité, le principe permanent de salut n'était résumé que dans le mot d'ordre : *création des conseils d'ouvriers et de soldats*. C'est là le mot de ralliement de cette révolution qui lui a immédiatement imprimé le cachet spécial de la révolution socialiste prolétarienne — cela malgré toutes les insuffisances et les faiblesses du premier moment —. Et nous ne devons jamais oublier, quand on viendra nous servir les calomnies contre les bolchéviks russes, de répondre en demandant : Où avez-vous appris l'ABC de votre révolution actuelle? C'est aux Russes que vous avez emprunté les conseils d'ouvriers et de soldats. (*Assentiment.*)

Et ces petits personnages qui, à la tête du gouvernement allemand soi-disant socialiste, considèrent comme leur fonction d'assaillir traitreusement les bolchéviks russes, la main dans la main des impérialistes anglais? Ils prétendent pour la forme, s'appuyer, eux aussi, sur des conseils d'ouvriers et de soldats, et ils doivent reconnaître que c'est la révolution russe qui a émis les premiers mots d'ordre de la révolution mondiale. Nous pouvons le dire avec certitude — et cela résulte spontanément de toute la situation — *quel que soit le pays dans lequel, après l'Allemagne, éclatera la révolution, son premier geste sera la création de conseils d'ouvriers et de soldats.* (*Très bien!*)

C'est justement en cela que consiste le lien d'unité internationale de notre marche, c'est là le mot de ralliement qui distingue notre

révolution de toutes les révolutions bourgeoises qui ont précédé. C'est là un fait très caractéristique pour les contradictions dialectiques dans lesquelles se meut cette révolution, comme d'ailleurs toutes les révolutions : dès le 9 novembre, poussant son premier cri de naissance, pour ainsi dire, elle a trouvé le mot d'ordre qui nous conduira jusqu'au socialisme : *Conseils d'ouvriers et de soldats*.

C'est autour de cette parole que tout s'est groupé. Il est remarquable que la révolution ait trouvé instinctivement cette formule des Conseils pour liquider le joug bureaucratique et impérialiste de la guerre. Malheureusement, les Conseils ont aussitôt laissé échapper, à cause du caractère arriéré de la faiblesse, du manque d'initiative et de clarté qui se manifesta dans la révolution, la plus grosse part des positions révolutionnaires conquises le 9 novembre.

Mais il apparaît par là que la révolution d'aujourd'hui subit la loi toute puissante de la nécessité historique, qui nous garantit que nous atteindrons pas à pas notre but malgré toutes les difficultés, les complications et les fautes. D'autre part, si l'on compare ce mot d'ordre ferme et définitif avec les insuffisances de la réalisation pratique, on doit reconnaître qu'il n'y avait là encore que les premiers pas hésitants d'une révolution *qui a encore un effort formidable à fournir pour arriver à la pleine réalisation de ses premiers mots d'ordre*.

Camarades, cette première phase de la révolution qui va du 9 novembre jusqu'à ces jours derniers, est caractérisée par des illusions de tous les côtés. La plus grave illusion du prolétariat et des soldats qui ont fait la révolution fut l'illusion de l'unité sous le drapeau du « socialisme ». Y a-t-il quelque chose de plus caractéristique de la faiblesse interne de la révolution du 9 novembre que son premier résultat? A la tête du mouvement se sont mis des éléments qui, deux heures avant l'explosion de la révolution regardaient encore comme leur fonction de tenir contre elle, de la rendre impossible : les Ebert, les Scheidemann, les Haase ! L'idée de l'union des différentes fractions socialistes dans l'allégresse générale de l'unité, voilà la devise de la révolution du 9 novembre — illusion qui devait prendre une sanglante revanche et qui ne s'est évanouie que dans la réalité de ces derniers jours.

Mais l'illusion de l'unité était aussi du côté des Ebert-Scheidemann, ainsi que du côté de la bourgeoisie — elle était de tous les côtés. L'illusion de la bourgeoisie était qu'en se servant de la combinaison Ebert-Scheidemann et de la république soi-disant socialiste, elle pourrait effectivement contenir les masses prolétariennes et abattre la révolution socialiste. L'illusion du gouvernement Ebert-Haase était qu'en

utilisant les masses de soldats revenant du front, ils pourraient retenir les masses ouvrières dans leur lutte de classe socialiste.

Voilà les différentes illusions qui expliquent aussi les événements de ces temps derniers. Toutes ces illusions se sont dissipées en néant. On a vu que la réunion de Haase-Dittmann et Barth avec Ebert-Scheidemann-Noske sous l'enseigne du « socialisme » n'était tout au plus qu'une feuille de vigne sur la nudité d'une politique contre-révolutionnaire, et la vie nous a guéris de cette illusion de la même façon que cela a eu lieu dans toutes les révolutions.

Il existe une certaine méthode expérimentale pour guérir le peuple de ses illusions. Par malheur tout s'achète au prix du sang du peuple. Ce qui était le cas dans toutes les révolutions antérieures l'a été ici.

Ce fut le sang des victimes de la Chaussée-estrasse le 6 décembre, ce fut le sang des marins assassinés le 24 décembre, qui confirmèrent aux larges masses la notion et la vérité suivante : ce que vous avez arrangé là sous l'apparence d'un gouvernement soi-disant socialiste, n'est qu'un gouvernement de la contre-révolution bourgeoise; et qui continue à tolérer cet état de choses, travaille contre le prolétariat et contre le socialisme. (*Très bien!*)

Mais l'illusion de messieurs Ebert-Scheidemann de pouvoir contenir le prolétariat d'une façon durable à l'aide des soldats du front s'est évanouie aussi. Car quel est le résultat du 6 et du 24 décembre? Nous avons tous pu constater un abatement profond des soldats; ils commençaient à regarder d'un œil critique les chefs qui voulaient les utiliser comme chair à canon contre le prolétariat socialiste. Le fait que les différentes troupes du mouvement ouvrier sont amenées peu à peu, par l'expérience amère, à reconnaître le juste chemin de la révolution, est aussi la conséquence des lois du développement objectif et inévitable de la révolution socialiste. On a amené à Berlin des masses fraîches de soldats qui devaient servir de chair à canon pour réprimer les mouvements du prolétariat révolutionnaire, — et nous savons que de différentes casernes viennent des demandes de tracts édités par la Ligue Spartacus.

Telle est la conclusion de la première phase. Les espérances des Ebert-Scheidemann de dominer le prolétariat à l'aide des soldats arriérés sont en grande partie déjà déçues. Ce qui les attend dans un proche avenir, c'est un état d'esprit révolutionnaire de plus en plus conscient dans les casernes, et par là, l'accroissement de l'armée du prolétariat en lutte, l'affaiblissement du camp de la contre-révolution. Il en résulte que quelqu'un d'autre encore devait perdre ses illusions : c'est la bourgeoisie, la classe dominante. En lisant les journaux de ces derniers jours après les événements du 24 décembre,

vous remarquerez un ton qui est nettement celui de la déception, de l'indignation : les valets là-haut se sont montrés bons à rien. (*Très bien!*)

On attendait qu'Ebert-Scheidemann se montrent les hommes forts qui domptent la bête féroce. Et qu'ont-ils fait? Ils ont fait quelques médiocres tueries, qui ont permis, au contraire, à l'hydre de la révolution de lever la tête d'une manière encore plus résolue. Donc désillusion réciproque de tous côtés! Le prolétariat a perdu toute illusion au sujet de l'accouplement Ebert-Scheidemann-Haase en tant que gouvernement soi-disant socialiste. Ebert-Scheidemann ont perdu l'illusion de dompter à la longue les prolétaires en cote de travail à l'aide des prolétaires en uniforme, et la bourgeoisie a perdu l'illusion de faire, grâce à la combinaison Ebert-Scheidemann-Haase, perdre à toute la révolution socialiste allemande la vue de ses buts.

Ce n'est là qu'un compte négatif, ce ne sont que des lambeaux d'illusions déçues. Mais le plus grand profit que le prolétariat puisse tirer de la première phase de la révolution, c'est justement la mise en lambeaux de ses illusions, car il n'est rien qui soit aussi nuisible à la révolution que des illusions, rien qui lui soit plus utile que la vérité pure et claire. Je peux ici me référer à l'opinion d'un esprit allemand classique qui n'était pas un révolutionnaire du prolétariat mais un révolutionnaire intellectuel de la bourgeoisie : c'est à Lessing que je pense — lui qui, dans une de ses dernières œuvres, étant bibliothécaire à Wolfenbüttel, écrivait ces phrases qui me paraissent très intéressantes et sympathiques :

« Je ne sais pas si c'est un devoir, de sacrifier le bonheur et la vie à la vérité — mais je sais que c'est un devoir, quand on veut enseigner la vérité, de l'enseigner complètement ou pas du tout, de l'enseigner clairement et carrément, sans mystère, sans retenue, sans méfiance et dans toute sa force... Car plus grossière est l'erreur, plus le chemin de la vérité est court et direct; tandis que l'erreur raffinée peut nous tenir éternellement éloignés de la vérité, tant il nous est difficile de la reconnaître pour erreur... Celui qui ne pense qu'à présenter la vérité à l'homme, sous toutes sortes de masques et de fards, voudrait bien être son entremetteur, il n'a jamais été son amant ».

ENTRE LE SOCIALISME ET LA TERREUR BLANCHE

A INSI ces messieurs Haase, Dittmann etc., ont voulu présenter à l'homme leur « révolution », leur marchandise « socialiste » sous toutes sortes de masques et de fards; ils ont été les entremetteurs de la contre-révolution. Aujourd'hui nous sommes libérés de ces équi-

voques, la masse du peuple allemand peut voir la marchandise sous l'aspect brutal et carré de messieurs Ebert et Scheidemann. Aujourd'hui il n'y a pas moyen, même pour le plus idiot, de s'y tromper : *c'est la contre-révolution dans toute sa grandeur.*

Quelle est maintenant la perspective du développement futur, cette première phase étant dépassée?

Il va de soi qu'il ne peut s'agir de prophétiser, mais seulement de tirer les conséquences logiques des événements vécus jusqu'ici et d'en déduire les voies prévisibles de l'évolution prochaine, pour ériger d'après cela notre tactique, notre propre méthode de lutte. Où conduit désormais la route, camarades? Vous avez déjà une certaine indication à ce sujet dans les dernières déclarations du nouveau gouvernement Ebert-Scheidemann, d'une nuance pure et sans falsification. Dans quelle direction peut aller le cours du soi-disant gouvernement socialiste, à présent que, comme je l'ai montré, toutes les illusions ont disparu?

Ce gouvernement perd chaque jour son appui dans les grandes masses du prolétariat; il n'y a plus, derrière lui, à côté de la petite bourgeoisie, que des restes, de tristes restes de prolétaires.

Encore est-il fort incertain de savoir combien de temps ils resteront derrière Ebert-Scheidemann. Ceux-ci vont perdre de plus en plus l'appui des masses de soldats qui sont sur la route de la critique et de la décision par eux-mêmes. Cela ne se fait d'abord que lentement encore, mais ne saurait s'arrêter, jusqu'à la pleine détermination socialiste.

Les Ebert-Scheidemann ont perdu leur crédit chez la bourgeoisie, parce qu'ils ne se sont pas prouvés assez forts. Où peut aller maintenant leur chemin ?

Ils en finiront très vite avec la comédie de la politique socialiste; et si vous lisez le nouveau programme de ces messieurs, vous verrez qu'ils roulent à toute allure vers la deuxième phase, celle de la contre-révolution ouverte et, j'emploierai même la formule suivante : vers le retour aux conditions d'avant la révolution, vers la restauration.

Quel est le programme du nouveau gouvernement? C'est l'élection d'un président qui ait une situation intermédiaire entre celle du roi d'Angleterre et celle du président d'Amérique, donc presque un roi Ebert : et deuxièmement la reconstitution du Conseil Fédéral. Vous avez pu lire aujourd'hui les revendications particulières des gouvernements de l'Allemagne du Sud, qui soulignent le caractère fédératif de l'Etat allemand. La reconstitution du vieux et brave Conseil Fédératif et naturellement de son appendice, le Reichstag, n'est plus qu'une question de quelques semaines. Les Ebert-Scheidemann sont donc sur la voie de la simple restauration des conditions d'avant le 9 novembre.

Mais ce faisant, ils se sont placés eux-mêmes sur un plan incliné, qui les déposera, les membres en compote, au fond de l'abîme. Car la reconstitution des conditions *d'avant* le 9 novembre était déjà impossible le 9 novembre, et aujourd'hui l'Allemagne est à cent lieues de cette possibilité. Pour obtenir l'appui renforcé de la seule classe dont elle défende vraiment les intérêts, la bourgeoisie, — et cet appui lui manque visiblement depuis les récents événements, — le gouvernement sera obligé de poursuivre une politique de plus en plus féroce-ment révolutionnaire.

Les exigences des Etats du sud, que publient aujourd'hui les journaux de Berlin, montrent clairement le désir d'établir, comme il y est dit, « une sécurité renforcée en Allemagne ». Ceci veut dire, en langage clair : déclarer l'état de siège contre les éléments « anarchistes », « putschistes », « bolchévistes », c'est-à-dire contre les véritables socialistes. Les circonstances pousseront Ebert-Scheidemann à la dictature avec ou sans état de siège. Mais d'une part le développement passé, grâce à la logique des événements mêmes, et d'autre part la nécessité qui pèse sur Ebert-Scheidemann de procéder à une restauration nous jetteront, durant la seconde phase de la révolution dans une collision beaucoup plus accentuée, dans des luttes de classes beaucoup plus violentes (*Très juste!*). Ce sera alors la lutte sans illusion, épaule contre épaule et les yeux dans les yeux, entre la révolution et la contre-révolution, et non seulement parce que les contrastes de la situation politique l'exigent, mais aussi parce qu'une nouvelle flamme, un nouvel incendie venant de l'intérieur s'étend de plus en plus sur l'ensemble, et ce sont les luttes économiques.

Il est très caractéristique que la première période de la révolution, jusqu'au 24 décembre, ait été — nous devons nous en rendre compte d'une façon nette et précise — uniquement une révolution politique; c'est là qu'il faut chercher l'hésitation, l'insuffisance et l'inconscience de cette révolution. C'était le premier stade d'un bouleversement dont les tâches principales sont du domaine économique : renversement des rapports économiques.

Jusqu'ici, la révolution était naïve, inconsciente, comme un enfant qui marche à tâtons, sans savoir où elle va. La révolution n'avait encore, comme je viens de le dire, qu'un caractère purement politique. C'est uniquement dans les dernières semaines que, tout à fait spontanément, les grèves ont commencé à se faire sentir.

Déclarons-le dès à présent, il est dans la nature de cette révolution, que les grèves augmentent de plus en plus, que de plus en plus elles doivent devenir le centre, l'affaire principale de la Révolution (*Très juste!*). C'est alors une révolution économique et c'est par là qu'elle deviendra une révolution socialiste. Mais cette lutte pour

le socialisme ne peut être menée que par les masses directement opposées au capitalisme, dans chaque usine, c'est-à-dire par chaque prolétaire contre son employeur. Alors seulement ce sera une révolution socialiste.

Faute de pensée réfléchie, on se représentait, il est vrai, la marche des choses d'une manière différente. On pensait qu'il suffisait de renverser le gouvernement pseudo-socialiste, de mettre à sa place un gouvernement socialiste, puis de publier des décrets qui instaure- raient le socialisme. Ce n'était là qu'une illusion. On ne fait pas et on ne peut pas faire le socialisme au moyen de décrets, pas même lorsqu'existe un gouvernement socialiste, si parfait soit-il. Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire. Là où les prolé- taires sont rivés à la chaîne du capitalisme, c'est là que la chaîne doit être rompue. Cela seul est du socialisme, ce n'est qu'ainsi qu'on peut faire du socialisme.

Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le socialisme? C'est la grève, et c'est pourquoi nous avons vu maintenant la phase économique du développement venir au premier plan de la seconde période de la révolution. Je voudrais souligner ici aussi ce que nous pouvons dire avec fierté et ce que personne ne contestera : nous, la Ligue Spartacus, le Parti Communiste allemand, nous sommes les seuls dans toute l'Allemagne, à être du côté des ouvriers en grève et en lutte. (*Très juste!*)

Vous avez lu et vous avez vu à toutes les occasions quelle a été l'attitude du Parti Indépendant en face des grèves. Il n'y avait abso- lument aucune différence entre l'attitude du *Vorwärts* et celle de la *Freiheit*. On a dit : soyez appliqués à la tâche, socialisme veut dire : beaucoup travailler. Et on dit cela dans le temps où le capitalisme tient encore la queue de la poêle. Cependant ce n'est pas ainsi qu'on fait du socialisme, mais uniquement par la lutte la plus énergique contre le capitalisme, dont les intérêts sont partout la base de toute politique, à commencer par les plus extrêmes réactionnaires pour finir par le Parti Indépendant et la *Freiheit*, notre seul Parti Commu- niste étant excepté. C'est dire par ce seul exposé qu'aujourd'hui les grèves sont combattues de la manière la plus âpre par tous ceux qui ne sont pas sur notre terrain communiste-révolutionnaire.

Il en résulte ceci : dans la phase révolutionnaire à venir, non seu- lement les grèves s'étendront de plus en plus, mais elles seront le centre, le point de la révolution, refoulant les questions purement politiques. Vous vous rendez ainsi compte qu'il va se produire dans la lutte économique une énorme aggravation de l'état de choses. Ici la révolution en arrive au point où la bourgeoisie n'admet pas la plai- santerie. La bourgeoisie peut se payer des mystifications dans le

domaine politique, là où une mascarade est encore possible, où des gens comme Ebert-Scheidemann peuvent entrer en scène sous des enseignes socialistes, mais elle ne l'admet plus quand il s'agit de son profit. Alors elle mettra le gouvernement Ebert-Scheidemann devant l'alternative : ou bien en finir avec les grèves, écarter de la bourgeoisie la menace d'étranglement par le mouvement gréviste économique; ou bien messieurs Ebert-Scheidemann auront fini de jouer! Je pense aussi que les mesures politiques qu'ils ont prises leur vaudront à elles seules d'être bientôt au bout de leur rouleau. Il leur est particulièrement douloureux de ne pas avoir la confiance absolue de la bourgeoisie. La bourgeoisie réfléchira avant de couvrir du manteau d'hermine le rustre parvenu Ebert. En pareil cas, il ne suffit pas d'avoir du sang sur les mains, il faut encre avoir du sang bleu dans les veines. On dira : si nous voulons un roi nous n'avons pas besoin d'un arriviste qui ne sait même pas se tenir en roi. (*Hilarité.*)

SUR LE CHEMIN DE LA REACTION

C'EST ainsi, camarades, que messieurs Ebert-Scheidemann favorisent le mouvement contre-révolutionnaire. Ils ne viendront pas à bout de la lutte de classe économique qui déjà jette des lueurs flamboyantes, pas plus qu'ils ne pourront satisfaire les exigences de la bourgeoisie. Ils sombreront — soit pour céder la place à la tentative contre-révolutionnaire qui se rassemble autour du général Grœner et vise à restaurer une véritable dictature militaire sous Hindenbourg — soit pour céder devant d'autres forces contre-révolutionnaires.

On ne peut rien dire de précis, on ne peut pas faire de déclaration positive sur ce qui arrivera « forcément ». Mais il ne s'agit pas du tout des formes extérieures, du moment où ceci ou cela arrivera. Il nous suffit, à nous, de voir les grandes lignes du développement futur et voilà où elles nous mènent : la première phase de la révolution, celle de la lutte qui a un caractère politique, est suivie d'une phase où la lutte est renforcée, où elle redouble de vigueur, où elle a un caractère économique et où le gouvernement Ebert-Scheidemann, dans un délai plus ou moins long, est appelé à disparaître.

Il est tout aussi difficile de prévoir ce qu'il adviendra de l'Assemblée Nationale dans la seconde phase du développement. Si elle est constituée il est possible qu'elle devienne une nouvelle école pour la classe ouvrière. Il se peut aussi qu'elle ne soit pas constituée du tout; on ne peut rien prédire. Je veux seulement ajouter ceci entre parenthèses pour vous faire comprendre de quel point de vue nous avons

défendu hier notre position : nous nous opposons à ce que notre tactique ne portât que sur une seule de ces éventualités. Je ne veux pas entamer ici de nouvelles discussions, mais seulement dire ceci pour que personne d'entre vous, à m'entendre superficiellement, n'ait l'idée de se dire : « Ah! ah! voici une autre musique ». Nous sommes dans l'ensemble exactement sur le même terrain qu'hier. Nous ne voulons pas orienter notre tactique vis-à-vis de l'Assemblée Nationale, sur une seule éventualité qui peut bien se produire mais pas nécessairement. Nous voulons la fonder sur toute éventualité, y compris celle d'utiliser révolutionnairement l'Assemblée Nationale, si elle se constitue. Qu'elle se constitue, ou non, cela n'a pas d'importance; de toute façon la révolution ne peut qu'y gagner.

Et que restera-t-il alors, au gouvernement usé d'Ebert-Scheidemann, ou à n'importe quel autre gouvernement dit social-démocrate qui tiendra le gouvernail? J'ai dit que le prolétariat en tant que masse leur a déjà échappé des mains; les soldats de leur côté ne sont plus utilisables comme chair à canon contre-révolutionnaire. Que restera-t-il donc à ces pauvres petits bonhommes pour sauver leur situation?

Il ne leur restera qu'une chance, et si vous avez lu les nouvelles dans la presse d'aujourd'hui, camarades, vous avez vu où sont les dernières réserves que la contre-révolution allemande utilisera contre nous s'il faut cogner dur. Vous avez lu qu'à Riga les troupes allemandes marchent contre les bolchéviks russes, côte à côte avec les Anglais. Camarades, j'ai entre les mains des documents, à l'aide desquels nous pouvons nous rendre compte de ce qui se passe actuellement à Riga. Toute l'affaire part du commandement en chef de la VIII^e armée, de concert avec monsieur Auguste Winning, le social-démocrate et chef syndical allemand. On a toujours présenté les choses de façon à faire croire que les pauvres Ebert-Scheidemann étaient les victimes de l'Entente. C'était une tactique du *Vorwärts* depuis des semaines déjà, depuis le début de la révolution de faire croire que l'étranglement de la révolution en Russie était le désir réel de l'Entente, et c'est tout bonnement ce qui en a donné l'idée à l'Entente. Nous avons constaté ici, par des documents, comment cela a été fait aux dépens du prolétariat russe et de la révolution allemande. Dans un télégramme du 26 décembre, le lieutenant-colonel Buerkner, chef de l'Etat-Major de la VIII^e armée, fait connaître les pourparlers qui ont abouti à cet arrangement de Riga. Le télégramme en question est ainsi conçu :

« Le 23 décembre a eu lieu entretien entre délégué allemand Winnig et représentant gouvernement anglais Monsanquet, autrefois consul général à Riga. Entrevue eut lieu à bord vapeur anglais « Princess Margaret » à laquelle fut convoqué aussi commandant allemand

ou son représentant. J'ai été désigné pour y participer.

But des pourparlers : Exécution des conditions d'armistice.

Déroulement des pourparlers :

Anglais :

1. Bateaux en rade doivent surveiller exécution des conditions. En raison des conditions d'armistice il sera exigé :

2. Que les Allemands aient à entretenir dans cette contrée une armée de combat suffisante pour tenir les bolchévistes en échec et pour ne pas leur permettre d'avancer au delà de leurs positions actuelles.

Ensuite :

3. Exposé des dispositions présentes pour les troupes qui se battent contre les bolchévistes, aussi bien allemandes que lettones, doit être envoyé à l'officier d'état-major britannique (pour que le plus ancien officier de marine en prenne connaissance. Le même officier devra transmettre toutes les dispositions ultérieures concernant les troupes désignées pour la lutte contre les bolchévistes.

4. Une force armée suffisante devra être tenue sous les armes aux points désignés ci-dessous, pour empêcher leur occupation par les bolchévistes ou l'armée de ceux-ci sur une ligne générale qui relie les places suivantes : Walk, Wolmar, Wenden, Friedrichstadt, Pensk, Mitau.

5. La voie ferrée entre Riga et Libau doit être assurée contre les attaques bolchévistes; toutes les provisions et le courrier britanniques, qui utilisent cette voie, doivent jouir d'un traitement de faveur ».

Suit une autre série de demandes. Et voici la réponse de M. Winnig, plénipotentiaire allemand :

« Bien qu'il ne soit pas habituel de vouloir forcer un gouvernement à occuper un Etat étranger, cela serait cependant, dans ce cas particulier, notre propre désir. (— Ainsi parle M. Winnig, le chef des syndicats allemands! —) Car il s'agit de protéger un sang allemand. (— Les barons baltes. —)

« Nous nous sentons moralement forcés d'aider le pays que nous avons délivré de son attache politique d'autrefois. Mais nos tentatives seraient rendues difficiles; 1° par l'état des troupes, qui sous l'influence des conditions de l'armistice, ne veulent plus se battre, mais rentrer chez eux, et qui d'ailleurs se composent de vieux et d'invalides de guerre; 2° par l'attitude des gouvernants d'ici (— Il s'agit des gouvernants lettons —) qui présentent les Allemands comme leurs oppresseurs. Nous nous efforçons cependant de créer des formations volontaires et combattives, ce qui, en partie, a déjà été réalisé ».

C'est la contre-révolution, ce qu'on fait ici. Il y a quelque temps,

vous avez été informé de la création de la « Division de fer » qui a été mise sur pied expressément pour lutter contre les bolchévistes dans les pays baltes. La position du gouvernement Ebert-Scheidemann à son sujet n'était pas très claire. Vous savez maintenant que c'était ce gouvernement lui-même qui en a assumé l'organisation.

Camarades, encore une petite réflexion au sujet de Winnig. Nous pouvons tranquillement dire que les chefs syndicaux allemands — et ce n'est pas par hasard qu'un chef de syndicat rend de pareils services politiques — que les chefs syndicaux allemands et les social-démocrates allemands sont les plus grandes, les plus infâmes crapules que le monde ait jamais vues. (*Salve d'applaudissements.*) Savez-vous où devraient être ces gens, Winnig, Ebert, Scheidemann? Selon le Code pénal allemand, qu'ils déclarent eux-mêmes pleinement valable, et selon lequel ils font eux-mêmes dire le droit, ces gens devraient être aux travaux forcés. Car selon le Code pénal allemand, on punit de travaux forcés quiconque entreprend d'enrôler les soldats allemands pour un service étranger. Et nous pouvons dire tranquillement qu'aujourd'hui nous avons, à la tête du gouvernement « socialiste », non seulement des gens qui sont des judas du mouvement socialiste, de la révolution prolétarienne, mais des gibiers de bagne qui ne devraient même pas se trouver dans une société convenable. (*Tempête d'applaudissements.*)

LE COMMUNISME SERA L'ŒUVRE DES MASSES

Pour en finir avec ce point, je vous lirai, au terme de mon rapport, une résolution que j'espère voir voter à l'unanimité, pour vous mettre à même de marcher avec l'effet voulu sur l'opinion des gens qui dirigent désormais les destinées de l'Allemagne.

Camarades, pour reprendre le fil de mon exposé, il est clair que toutes ces machinations, la formation de « divisions de fer » et surtout l'accord que j'ai cité avec l'impérialisme anglais n'ont qu'un sens : ce sont les dernières réserves destinées à étrangler le mouvement socialiste en Allemagne; mais il s'y lie des plus étroitement la question cardinale, celle qui concerne les perspectives de paix. Que voyons-nous dans ces arrangements, si ce n'est la possibilité de rallumer la guerre? Tandis que ces canailles-là jouent en Allemagne la comédie, comme s'ils en avaient par dessus les bras à rétablir la paix et que nous soyons, nous, les gens de discorde qui suscitons le mécontentement de l'Entente, et reculons l'heure de la paix, ils préparent de leurs propres mains la reprise de la guerre, la guerre à l'Est, que suivra de près la guerre en Allemagne.

Vous avez ici de nouveau la situation qui nécessairement nous mène à une période de conflits aigus. Nous allons avoir à défendre, avec les intérêts du socialisme et ceux de la révolution, aussi les intérêts de la paix du monde. Voici donc qui confirme la tactique que nous, les gens de Spartacus, avons été déjà seuls à présenter durant les quatre années de la guerre en toute occasion. La paix, cela veut dire révolution mondiale du prolétariat! Pas d'autre voie pour rétablir vraiment et assurer la paix que la victoire du prolétariat socialiste. (*Vifs applaudissements.*)

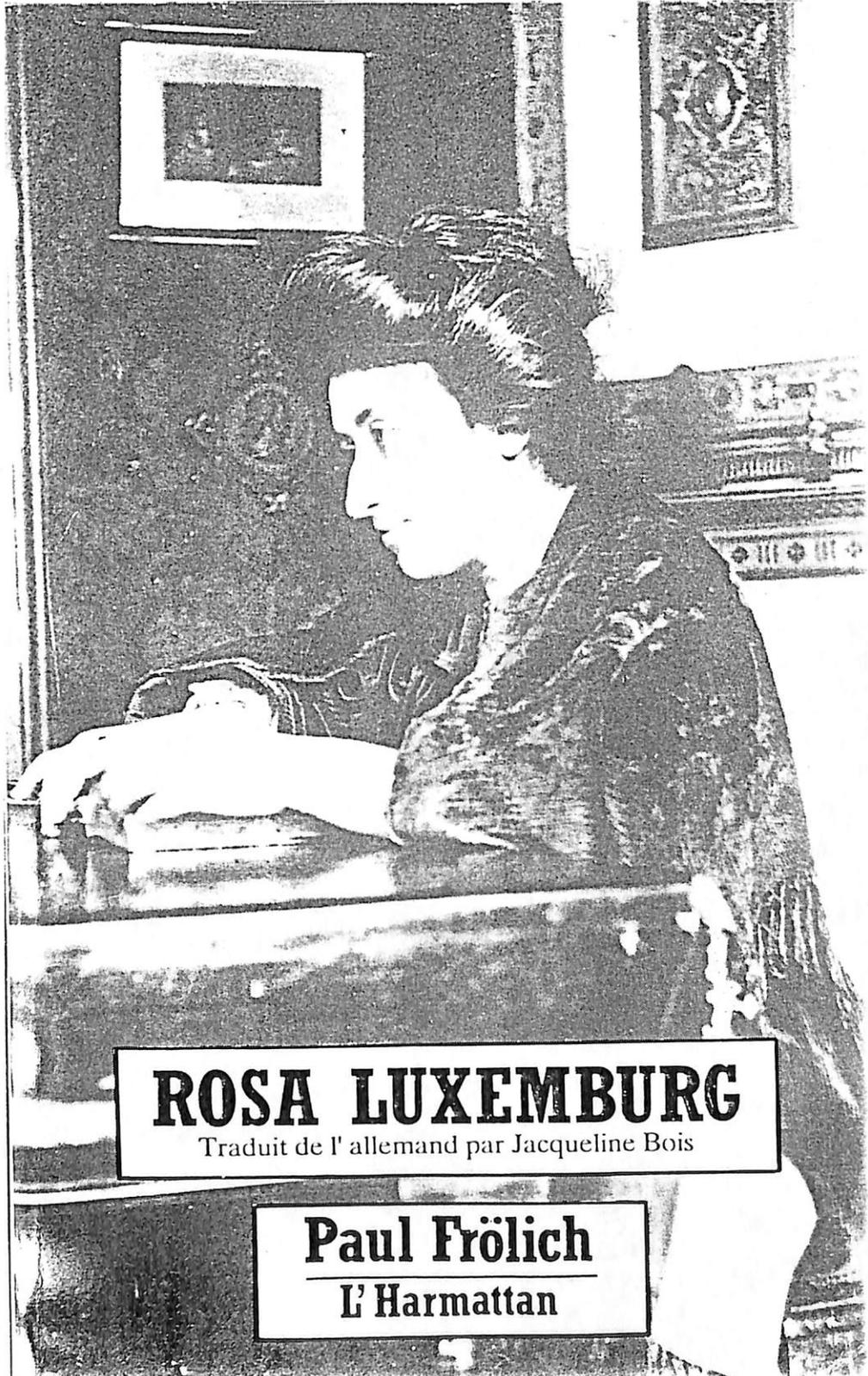
Camarades, qu'en résulte-t-il pour nous comme ligne tactique générale en vue de la situation où nous allons prochainement nous trouver? La première conséquence que vous en tirerez, c'est sans doute l'espoir d'en voir résulter la chute du gouvernement Ebert-Scheidemann et son remplacement par un gouvernement expressément prolétarien, révolutionnaire et socialiste. Mais je voudrais attirer votre attention non vers le haut de la pyramide, sur la pointe, mais vers le bas. Nous n'avons pas le droit de reprendre et de répéter l'illusion de la première phase de la révolution, celle du 9 novembre, croire qu'il suffit en somme pour la victoire de la révolution prolétarienne de renverser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre. Le seul moyen d'amener la victoire de la révolution prolétarienne, c'est, au rebours, de commencer par miner le gouvernement Ebert-Scheidemann, pas à pas, par une lutte sociale révolutionnaire de masses du prolétariat.

(...)

Camarades, ici la devise est : « Au commencement était l'action », et l'action, c'est que les Conseils d'ouvriers et soldats sentent leur vocation et apprennent à devenir le seul pouvoir dans toute l'Allemagne. Pas d'autre façon de pouvoir miner le terrain de manière qu'il soit mûr pour la culbute qui doit alors couronner notre œuvre. Voilà pourquoi, camarades, ce n'était pas sans avoir clairement étudié, sans nous être fait une idée bien claire, que nous venions vous dire hier, qu'en particulier je vous disais : Ne vous rendez pas ainsi la besogne si facile! Quelques camarades ont mal compris, pensant que je les accusais de vouloir, en boycottant l'Assemblée Nationale, rester les bras croisés. Pas même en songe cela ne m'est pas tombé dans l'idée.

Seulement, je ne pouvais entrer dans cette question plus à fond; j'en ai la possibilité aujourd'hui, dans le cadre et l'ambiance où nous sommes. Ce que je veux vous dire, c'est ceci : l'histoire ne nous rend pas la besogne aussi facile qu'elle l'était dans les révolutions bourgeoises, quand il suffisait de renverser au centre le pouvoir officiel et de le remplacer par telle ou telle douzaine d'hommes nouveaux.

C'est d'en bas qu'il nous faut travailler, et cela correspond bien au caractère de masses de notre révolution étant donnés les buts qui visent le fond, le sol même de la constitution de la société; cela correspond à ce qu'est le caractère de la révolution prolétarienne d'aujourd'hui, à notre devoir de faire la conquête du pouvoir politique, non d'en haut, mais d'en bas. Le 9 novembre a été la tentative d'ébranler le pouvoir public, la domination de classe — tentative faible, incomplète, inconsciente, chaotique. Ce qui est à faire maintenant, c'est de pointer en pleine conscience la force totale du prolétariat sur les fondements de la société capitaliste. A la base où le patron individuel est en face de ses esclaves salariés! A la base où l'ensemble des organes exécutifs de la domination politique de classe est en face des objets de cette domination, en face des masses! C'est là que nous devons, pied à pied, arracher aux maîtres leurs moyens de force pour les prendre, nous, en main.



ROSA LUXEMBURG

Traduit de l' allemand par Jacqueline Bois

Paul Frölich
L' Harmattan

- 00 -

**Gewerkschaftskollegen u. Kolleginnen,
Arbeiter und Angestellte, Sozialisten!**

Die Reaktion der Junker ist da.

Wir müssen sie gemeinsam bekämpfen. Es gilt die sozialistische Republik zu erhalten.

**Unser entscheidendes Mittel,
der Generalstreik**

tritt sofort in Kraft.

Folgt restlos unserem Ruf und legt gemeinsam die Arbeit nieder. Verweigert den preussischen Junkern und damit der Reaktion Eure größte Kraft, Eure Arbeitsleistung. Es gilt die Fahne des Sozialismus unter allen Umständen hoch zu halten.

**Tretet sofort und ausnahmslos
in den Generalstreik!**

**Nieder mit der Reaktion! Es lebe der Sozialismus!
Wir müssen siegen!**

**Aktionsauschuß
der Betriebs-Räte.**

**Gewerkschafts-Verein
München.**

Le livre de Paul FRÖLICH sur Rosa LUXEMBURG a été écrit alors que son auteur se trouvait en exil en France et la première édition en allemand vit le jour à Paris en 1939. Il en avait en avait conçu l'idée dans les dernières années de la République de Weimar.

Paul FRÖLICH participe comme délégué de Brème au congrès de fondation du Parti Communiste Allemand en décembre 1918 et fait parte du premier Comité Central.

Réédité chez François Maspéro en 1965, puis chez L'Harmattan en 1991, dans une traduction de notre camarade Jacqueline Bois, qui a réalisé le présent cahier du CERMTRI. Ce livre est malheureusement épuisé.

Spartakus et l'insurrection de janvier

L'initiative de cet affrontement décisif était donc entièrement du côté de la contre-révolution. La classe ouvrière avait cependant de sérieux atouts en mains. Elle possédait encore des armes et était pleine de combativité. Une action résolue eût probablement entraîné les régiments berlinois qui se déclarèrent neutres. Un combat de rues mené énergiquement et adroitement eût posé aux militaires des problèmes très difficiles. Ce n'était pas la victoire à Berlin qui était impossible, les vrais dangers attendaient la classe ouvrière après cette victoire, car le mouvement dans le reste du pays était très en retard sur celui de Berlin.

La défaite fut scellée à Berlin par la faillite totale de la direction. L'organisme qui avait si audacieusement proclamé la conquête du pouvoir ne sut rien entreprendre pour atteindre ce but. Le comité révolutionnaire lança un appel à manifester le 6 janvier, il fit distribuer quelques armes et tenta d'occuper le ministère de la guerre. Ce fut tout. Il ne se soucia pas des groupes qui avaient occupé les journaux, ne leur fixa aucune tâche, les laissa dans ces bâtiments dépourvus de valeur stratégique. La seule mesure

militaire sensée, l'occupation des gares, eut lieu sur l'initiative des ouvriers eux-mêmes. Le comité passa ses jours et ses nuits en d'interminables et stériles débats, pour finalement se cramponner à des négociations avec l'adversaire, qui ne firent que semer la confusion et la démoralisation dans les rangs révolutionnaires.

Quelle était cependant la position du Parti Communiste et de Rosa Luxemburg à l'égard de l'insurrection ? Liebknecht et Pieck l'avaient appuyée, et le prestige de Liebknecht a sûrement contribué à emporter la décision. Il avait toujours été un risque-tout, non un homme politique et un stratège pesant calmement les choses et son impétuosité l'a entraîné. La direction du parti qui n'avait pas été informée n'était absolument pas d'accord avec une lutte qui signifiait l'affrontement décisif. Rosa Luxemburg eut des discussions très violentes avec Liebknecht qui avait agi de sa propre autorité. Avec étonnement et sur un ton plein de reproche, elle lui aurait demandé, lorsqu'il lui rendit compte de son attitude : « Mais, Karl, que fais-tu de notre programme ? »

Rosa ne refusait pas le combat, pourvu qu'il gardât un caractère défensif. Elle estimait que la situation n'était absolument pas mûre pour un combat ayant le pouvoir politique pour enjeu. Le Parti Communiste jouissait de grandes sympathies parmi les masses actives de Berlin. Mais il n'était pas encore le dirigeant reconnu de la classe, et celle-ci était elle-même encore trop mal préparée, incapable de résoudre les immenses problèmes d'organisation que posait une lutte pour le pouvoir, et encore moins ceux que posait l'exercice de ce pouvoir. Pour ces raisons, Rosa estimait qu'il fallait résister à l'assaut contre-révolutionnaire en se fixant des buts qui n'effraieraient pas les éléments hésitants chez la masse des ouvriers et des soldats, mais leur feraient au contraire faire un important pas en avant. C'est pourquoi la *Rote Fahne* défendit de façon conséquente les mots d'ordre suivants pendant la lutte : désarmement de la contre-révolution, armement du prolétariat, rassemblement de toutes les troupes fidèles à la révolution et nouvelles élections aux conseils d'ouvriers et de soldats, pour battre les Ebert et Scheidemann dans ces fondements de la révolution et faire des conseils de véritables centres de l'action. La victoire à Berlin était indispensable à la réalisation de ce programme, elle aurait aussi donné une puissante impulsion au mouvement dans tous le pays. Aussi Rosa Luxemburg poussait-elle à poursuivre ce combat, une fois engagé, avec la dernière énergie. Jour après jour, elle incitait avec

virulence les chefs du mouvement à l'action. Le 7 janvier, par exemple, elle écrivit dans la *Rote Fahne* :

« Les chefs sont-ils à la hauteur ? Les Délégués Révolutionnaires et les Délégués dans les entreprises, les éléments radicaux dans le Parti Indépendant se sont-ils élevés à la hauteur de l'énergie croissante des masses ? Les masses ont suivi avec impétuosité l'appel de leurs chefs... Elles attendent de nouvelles directives et de nouveaux actes de leurs chefs.

« Qu'ont fait et décidé ceux-ci entre-temps ? Nous ne voyons ni n'entendons rien ! Il se peut que les hommes de confiance de la classe ouvrière soient en train de délibérer à fond et abondamment. Mais maintenant il s'agit d'agir.

« Les Ebert et Scheidemann ne gaspillent pas leur temps en délibérations. Ils préparent leurs intrigues en silence, avec l'énergie et la prudence habituelles des contre-révolutionnaires, ils affutent leur glaive pour prendre la révolution au dépourvu et l'assassiner.

Il n'y a pas de temps à perdre. Il faut tout de suite prendre des mesures radicales. Les éléments hésitants dans la troupe ne peuvent être gagnés à la cause sacrée du prolétariat que par une action résolue du comité révolutionnaire.

« Agir, agir ! Avec courage, décision et conséquence — c'est le devoir et l'obligation des Délégués Révolutionnaires et des dirigeants socialistes sincères. Désarmer la contre-révolution, armer les masses, occuper toutes les positions de force. Agir vite ! La révolution oblige ! »

Dans les négociations que l'organisme dirigeant menait avec l'adversaire, Rosa Luxemburg voyait un piège et elle ne cessait de crier : pas de négociation, de l'action ! Elle avait absolument raison. Car les gens d'Ebert se servaient des négociations pour affaiblir l'adversaire puis rompre subitement les accords et l'armistice conclu et passer à l'offensive avec la plus extrême brutalité.

Clara Zetkin a donné un exposé fidèle de la politique de Rosa Luxemburg en ces jours, et de ses motifs. Dans sa brochure *A propos de la position de Rosa Luxemburg sur la révolution russe*, elle rapporte, en se basant sur une lettre de Léo Jogiches :

« Rosa Luxemburg ne voyait pas les événements — aussi importants et prometteurs qu'ils fussent — de la perspec-

tive de l'hôtel de ville berlinois. Elle les saisissait dans le contexte de la situation donnée, en particulier du degré de conscience atteint par les larges couches de la population dans toute l'Allemagne. En conséquence de quoi, le renversement du gouvernement Ebert ne pouvait pour le moment n'être qu'un mot d'ordre propagandiste pour regrouper les prolétaires révolutionnaires, mais non l'objectif réalisable de combats révolutionnaires. Vues les circonstances, ces combats, limités essentiellement à Berlin, auraient, dans le meilleur des cas, conduit à une « Commune » berlinoise, d'un format historique réduit. Le but des combats ne pouvait être que de parer énergiquement le coup de force de la contre-révolution. Autrement dit : réinstaller Eichhorn dans son poste, obtenir que soient éloignées de Berlin les troupes qui devaient écraser dans le sang le prolétariat révolutionnaire berlinois, armer les ouvriers et remettre le pouvoir militaire à la représentation politique révolutionnaire des prolétaires. Pour satisfaire ces revendications, il fallait agir, non négocier.

« Le jeune Parti Communiste dirigé par Rosa Luxemburg était placé par cette situation devant une tâche difficile, source de nombreux conflits. Il ne pouvait pas faire sien le but de l'action de masses — renversement du gouvernement —, il lui fallait le rejeter ; mais en même temps, il n'avait pas le droit de se détacher des masses qui avaient entrepris le combat. Malgré ses réserves, il lui fallait rester avec les masses, parmi les masses, pour les fortifier dans leur lutte avec la contre-révolution, pour activer le processus de leur maturation révolutionnaire pendant l'action, en leur faisant prendre conscience des conditions de leur offensive. Dans ce but, le Parti Communiste devait se montrer sous son propre visage, donner à son appréciation de la situation des contours nets, sans violer pour autant la solidarité prolétarienne et révolutionnaire qu'il devait aux combattants. Sa contribution au combat devait donc être négative et critique, et en même temps faire avancer positivement le mouvement. »

A cette argumentation, s'ajoutait encore pour Rosa Luxemburg un point essentiel. A maintes reprises, elle a rappelé que, dans les temps d'extrême tension révolutionnaire, la mentalité des masses peut évoluer à pas de géant, dès qu'elles sont vraiment en mouvement. « Les heures de la révolution comptent dans l'histoire universelle pour des mois et les jours pour des années. » Dans le pays, l'activité s'intensifiait : en Rhénanie, des troupes contre-révolutionnaires furent défaites en rase campagne ; à Düs-

seldorf et à Brême, les conseils prirent le pouvoir. Une lutte menée avec énergie à Berlin pouvait arracher des concessions importantes à l'adversaire et assurer de nouvelles positions à la révolution. Partant de cette conception d'ensemble, Rosa Luxemburg et, avec elle, la direction du Parti Communiste ne pouvaient pas suivre le conseil que Radek avait donné dès le début des combats : appeler de soi-même les ouvriers en lutte à opérer une retraite; à interrompre le combat. Le Parti Communiste le pouvait d'autant moins qu'en janvier 1919 il était loin d'avoir la solidité et la cohésion du parti bolchévique, lorsque dans une situation semblable, en juillet 1917, il mena à bien une dangereuse retraite: Le Parti Communiste Allemand ne pouvait prendre seul la direction, ni dans l'attaque, ni dans la retraite.

Toutes ces considérations justifient la politique générale que le Parti Communiste observa en cette semaine critique sous la direction de Rosa Luxemburg. Quelque chose cependant demeure inexpliqué. La tactique du parti consistait dans la défense politique de la révolution attaquée, menacée; mais une défense qui ne devait pas être passive, qui devait au contraire contraindre l'adversaire à une retraite politique et militaire par la mobilisation de toutes les forces du prolétariat révolutionnaire et par des coups offensifs. Mais lorsqu'il devint manifeste que cette mobilisation et cette organisation des masses n'étaient pas réalisables, que, par suite, une offensive militaire était impossible, que des milliers de combattants ouvriers s'acharnaient à défendre des positions stratégiquement intenable — le devoir impérieux n'était-il pas d'obtenir quand même, par une pression énergique sur le Comité Révolutionnaire, le retrait des combattants ?

Dans la *Rote Fahne*, Rosa Luxemburg n'intervenait qu'en critiquant la direction, et c'était juste en un tel endroit. Mais le Parti Communiste était engagé dans le combat et dans la direction de ce combat. Il en portait la responsabilité en commun avec les autres organisations. On ne sait pas quelle influence la direction du Parti exerçait directement sur la conduite du mouvement, et si même elle en exerçait une. Nous ne savons rien des conceptions qui régnaient alors à la direction du parti, à côté de celles de Rosa, ni des résolutions prises et de leur application. Durant ces jours, Karl Liebknecht était constamment avec les combattants; risquant sans cesse la mort, il se hâtait d'une position à l'autre, pour dispenser aux combattants conseils et soutien moral. Mais il agissait presque sans liaison avec la direction du parti. Aucun document, aucun des souvenirs publiés par des membres de la direction ne nous donnent une connaissance plus intime des idées, des intentions, des mesures du Comité Central, en dehors de cette lettre de Jogiches à Clara Zetkin.

Aufklärung!

Am Weihnachtsabend um 7.30 Uhr hielten am Schloß vor dem Neptuns-Brunnen ein Matrose und ein Zivilist aufreizende Reden an die dort zahlreich Versammelten. Sie riefen:

„Nieder mit den Scheidemännern! Die Urheber des Blutbades müssen mit dem Tode bestraft werden! Nieder mit der Nationalversammlung! Nieder mit dem „Vorwärts“! Geht hin und klärt die Soldaten auf, ihnen braucht Ihr ja noch nicht zu sagen, daß wir die National-Versammlung nicht haben wollen! Morgen wollen wir beraten, was wir mit der Regierung machen wollen!“

Das sind also die Ziele von Spartakus und seinem Anhang. Dahin soll also Berlin und das Reich gebracht werden!

Keine Nationalversammlung heißt Anarchie, heißt bolschewistischer Terror, heißt Raub, Blünderung und Mord. Darum Arbeiter, Bürger, Genossen, wenn Euch Eure

gesicherte Zukunft, Euer Leben, das Eurer Frauen und Kinder lieb ist,

hütet Euch vor Spartakus!

hütet Euch vor Liebknecht!

Stellt Euch hinter die Regierung! Macht sie stark! Und laßt nicht zu, daß eine Verbrecherbande an ihre Stelle gesetzt werde!

NOTES BIOGRAPHIQUES

-SPD: :Parti Social-démocrate d'Allemagne
-USPD: -Parti Social-démocrate Indépendant d'Allemagne, scission du SPD en 1917
-Revolutionäre Obleute (Délégués Révolutionnaires): Cadres syndicaux berlinois de la métallurgie, véritable état-major des ouvriers révolutionnaires de Berlin
-KPD: Parti Communiste d'Allemagne, congrès de fondation: 30/12/1918 - 1/1/1919, devient le VKPD (Parti Communiste Unifié d'Allemagne) en 1920, par la fusion avec la majorité de l'USPD

BARTH Emile (1879-1941) - Métallo social-démocrate, membre de l'USPD, commissaire du peuple de novembre à décembre 1918. Revient au SPD en 1922.

DÄUMIG Ernst (1868-1922) - Adhère au SPD bien avant la guerre. Cofondateur de l'USPD, coopté à la direction des Délégués révolutionnaires en 1918, chargé des préparatifs militaires de l'insurrection de novembre, inspire le refus des Délégués Révolutionnaires d'entrer dans le KPD "putschiste", délégué au 3ème Congrès de l'Internationale Communiste.

DITTMANN Wilhelm (1874-1954) - Ébéniste, au SPD en 1898, député en 1912, fondateur du USPD en 1917. Commissaire du peuple de novembre à décembre 1918. Revient au SPD en 1922. Émigre en 1933.

DORRENBACH Heinrich (1888-1919) - Engagé volontaire en 1914, la guerre le rend antimilitariste. Entre à Berlin en novembre 1918 dans la Division de la marine populaire. Lié à Liebknecht, pousse au soulèvement en janvier 1919. Arrêté et abattu en mai 1919.

DUNCKER Hermann (1874-1960)- Adhère au SPD dès le collège, oppositionnel après 1914, fait partie du groupe *Internationale (Spartakus)*, élu à la direction du KPD à sa fondation.. Émigre en 1936, rentre en Allemagne (Est) en 1947.

EBERT Friedrich (1871-1925) - Entre au SPD en 1889, député au Reichstag en 1912, élu à la présidence du SPD à la mort de Bebel en 1913, président des Commissaires du peuple en novembre 1918, premier président de la République de Weimar de février 1919 à 1925.

EICHHORN Emil (1863-1925) - Militant du SPD depuis 1881. A l'USPD en 1917, dirige à Berlin d'août à novembre 1918 le bureau allemand de l'agence soviétique *Rosta*. Le 9/11/1918, il occupe la préfecture de police de Berlin. Sa révocation le 5 janvier 1919 fut à l'origine du soulèvement et de la répression de janvier 1919. Demeurera jusqu'à sa mort député communiste au Reichstag.

EISNER Kurt (1867-1919) - Journaliste, rédacteur de l'organe central du SPD, *Vorwärts* en 1898, opposant par pacifisme en 1914, cofondateur de l'USPD en 1917, leader de la révolution bavaroise de novembre 1918, assassiné le 21 février 1919.

GROENER Général Wilhelm, adjoint de Hindenburg au Grand Quartier Général de l'armée allemande, avec lequel Ebert avait une liaison téléphonique directe en novembre 1918.

HAASE Hugo (1863-1919) - avocat, député social-démocrate n 1897, co-président du SPD avec Bebel en 1911, hostile au vote des crédits en 1914, leader du USPD à sa

fondation, Commissaire du peuple en novembre-décembre 1918, chef de file de la droite du USPD. Assassiné par un fou sur les marches du Reichstag le 7 novembre 1919.

LANDSBERG Otto (1869-1957) - avocat, député SPD au Reichstag en 1912, Commissaire du peuple SPD en novembre 1918, membre de l'Assemblée nationale, ministre de la justice dans le cabinet Scheidemann, émigre en 1933.

LEDEBOUR Georg (1850-1947) - Adhère au SPD en 1890, collabore à la presse social-démocrate, membre du USPD en 1917, refuse d'entrer au Conseil des Commissaires du peuple au côté des sociaux-démocrates majoritaires, président du Comité révolutionnaire en janvier 1918. Refuse de rejoindre le KPD, revient au SPD en 1922.

LEVI Paul (1883-1930) - Avocat, membre du SPD en 1906. Défenseur de Rosa Luxemburg en 1913, fait partie du noyau autour d'elle dès 1914, est en Suisse au bureau de la gauche zimmerwaldienne, dirigeant spartakiste en 1918, dirigeant du Parti Communiste Unifié (VKPD) en 1920, exclu du P.C. en 1921, rejoint le SPD et y organise une opposition de gauche.

LEVINE Eugen (1883-1919) - Né à Petersbourg, études en Allemagne, mais revient en Russie participer à la révolution de 1905, comme socialiste-révolutionnaire.. De retour en Allemagne, il adhère au SPD, puis au USPD. Membre de Spartakus, participe au congrès de fondation du KPD. Dirigeant de la IIe République des Conseils de Munich, condamné à mort et fusillé.

LIEBKNECHT Karl (1871-1919) - fils du fondateur du SPD; Wilhelm Liebknecht, avocat, membre du SPD depuis 1900, condamné pour son activité antimilitariste, député au Reichstag en 1912, porte-drapeau de l'opposition révolutionnaire à la guerre. Mobilisé, organise la manifestation contre la guerre du 1er mai 1916; condamné à 4 ans de forteresse, amnistié en octobre 1918. Dirigeant de Spartakus, puis du KPD. Arrêté et abattu par ses geôliers le 15 janvier 1919.

LUXEMBURG Rosa (1871-1919) - née en Pologne, émigre en Suisse en 1888, fonde avec Leo Jogiches le parti social-démocrate polonais, se fixe en Allemagne en 1893, participe à la révolution de 1905 en Pologne. Organise dès 1914 la résistance au social-chauvinisme, fonde le groupe *Internationale*. Deux fois emprisonnée, elle n'est libérée que le 9 novembre 1918. Fondatrice du KPD. Arrêtée et assassinée avec Liebknecht le 15 janvier 1919.

MÜHSAM Erich (1878-1934) - Journaliste et écrivain anarchiste, membre de la première république des conseils en Bavière. Assassiné en juillet 1934 au camp de concentration d'Oranienburg.

MÜLLER Hermann (1876-1931) Personnage influent du SPD dès 1906, membre à ce titre du Conseil d'Ouvriers et de Soldats. en décembre 1918. Successeur d'Ebert à la direction du SPD. Signe le Traité de Versailles comme ministre des Affaires Étrangères. Chancelier après la tentative de putsch de Kapp en 1920, et de nouveau en 1928-1930, à la tête du dernier cabinet parlementaire de la République de Weimar.

MÜLLER Richard (1890-?) - Ouvrier tourneur, dirigeant syndical à Berlin dès 1914, organisateur du réseau des Délégués Révolutionnaires, dirige les grèves de 1916, avril 1917 et janvier 1918. Président de l'exécutif des conseils en novembre 1918, opposé à l'entrée dans KPD, opposé aux initiatives qui conduisent au soulèvement de janvier 1919. Opposition de gauche dans les syndicats et à l'USPD. Au VKPD en 1920, le quitte en 1921, avec Paul Levi.

NOSKE Gustav (1868-1946) - Ouvrier vannier, adhère au SPD en 1886. En 1907, il est pour une "politique coloniale positive", pour une politique d'Union Sacrée en 1914. Devient "Commissaire du peuple" en décembre 1918, après la démission des 3 commissaires USPD. Nommé commandant en chef des troupes gouvernementales, il écrase l'insurrection de janvier 1919 dans le sang et il continue la répression comme ministre des Armées, jusqu'à sa démission forcée en 1920 après le putsch de Kapp.

PIECK Wilhelm (1876-1960) - Ouvrier, SPD, permanent du parti à Brême, membre du groupe *Internationale* en 1914; mobilisé, arrêté, déserte en Hollande, revient en novembre 1918, élu à la direction du KPD, arrêté en même temps que Liebknecht, puis libéré. Deviendra de 1949 à sa mort, le président de la République Démocratique Allemande.

RADEK Karl (1885-1940?) - Polonais d'origine, milite à partir de 18 ans en Pologne, en Allemagne, en Suisse où il participe aux conférences de Zimmerwald et Kienthal. En Russie en 1918, vice-commissaire aux affaires étrangères, organise la propagande bolchevique en direction des soldats allemands. En mission clandestine à Berlin en décembre 1918, participe au congrès de fondation du KPD. Membre de l'opposition de gauche unifiée en URSS en 1926-27, capitule en 1929, accusé-accusateur au second procès de Moscou en 1937, meurt au Goulag.

SCHEIDEMANN Philipp (1865-1939) - Imprimeur de métier, entre au SPD à 18 ans. Siègne au Reichstag de 1903 à 1918. Proclame la république du balcon du Reichstag le 9/11/1918, pour faire pièce à Karl Liebknecht. Membre du Conseil des Commissaires du peuple, puis premier ministre du premier gouvernement de la République de Weimar. Emigre en 1933.

SCHOLZE Paul - membre des Délégués Révolutionnaires, de la Ligue Spartakus et du KPD

ZETKIN Clara (1857-1933) - Institutrice, gagnée au marxisme par son mari Ossip Zetkin, présente le rapport sur le travail parmi les femmes au congrès de fondation de la IIème Internationale. Membre du noyau internationaliste dès 1914. Députée du KPD. Conservée dans le partis malgré ses désaccords, meurt à Moscou.

Indications bibliographiques

Ouvrages en français

Badia Gilbert , *Les Spartakistes. 1918 : l'Allemagne en révolution*, Paris, 1966, 298 p.

— *Le Spartakisme. Les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht 1914-1919*, Paris, 1967, 438 p.

— *Rosa Luxemburg, journaliste, polémiste, révolutionnaire*, Paris, 1975, 930 p.

Broué Pierre, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Paris, 1972, 988 p.

Frölich Paul, *rosa luxemburg, sa vie et son oeuvre*, Paris, 1965, 390 p

Nettl J. P., *la vie et l'oeuvre de rosa luxemburg*, Paris, 1972, Tome I, Tome II, 960 p

Prudhommeaux André et Dori, *Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919*, Paris, 1949, 126 p.

Ouvrages en allemand

Kolb Eberhard, *Die Arbeiterräte in der deutschen Innenpolitik 1918-1919*, Düsseldorf, 1962, 432 p.

Rosenberg Arthur, *Entstehung und Geschichte der Weimarer Republik*, Francfort/M, 1955, 502 p.

Weber Hermann, *Der Gründungsparteitag der KPD, Protokoll und Materialien*, Francfort/M, 1969, 345 p.